



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 13 JUILLET 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Cassette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2159

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 8 juillet 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-VERNEUR de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission sous le Grand Sceau de la province, M. Pierre Beullac, Montréal, district de Montréal. 2735

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt et un juin 1912, de nommer MM. les Honorables H. Carroll, de la cité de Québec et A. G. Cross, de la cité de Montréal, tous deux juges du Banc du Roi, et Auguste Tessier, de la ville de Rimouski, juge de la cour supérieure, membres de la "Commission des licences de la province de Québec."

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt et un juin 1912, de nommer M. Alfred Brosnan, secrétaire de la "Commission des licences de la province de Québec." 2739

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 13th JULY, 1912.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2160

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 8th July, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, Mr. Pierre Beullac, Montreal, district of Montreal. 2736

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty first June, 1912, to appoint the Honorables Messrs. H. Carroll, of the city of Quebec and A. G. Cross, of the city of Montreal, both judges of the court of the King's Bench, and Auguste Tessier, of the city of Rimouski, judge of the superior court, members of the "Licenses Commission of the province of Quebec."

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty first day of June, 1912, to appoint Mr. Alfred Brosnan, secretary of the "Licenses Commission of the province of Quebec." 2740

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du douze juin 1912, de nommer MM. Cyrias Roy, avocat et Conseil du Roi, de la ville de Montmagny, et Cléophas Leclerc, gentilhomme, conjointement protonotaire de la cour supérieure du district de Montmagny.

2737

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt juin 1912, de nommer J. Elzéar Savard, avocat, de la ville de Chicoutimi, protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la couronne et greffier de la paix pour le district de Roberval.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt juin 1912, de nommer M. Georges Lévesque, agent, de la ville de Roberval, shérif du district de Roberval.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt juin 1912, de nommer M. Joseph Otis, constable, de la ville de Roberval, géolier de la prison du district de Roberval.

2741

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-neuvième jour de juin 1912, de nommer M. John R. Melville, de la cité de Montréal, commissaire "per dedimus potestatem".

2779

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-neuvième jour de juin 1912, d'adopter la commission de la paix pour le :

District de Montréal. — M. Aurélien Louovik-Simon Sadik-bey, de la cité de Montréal.

District de Beauce. — M. Ludger Fortin, cultivateur, de Saint-Prospér, comté de Dorchester.

District de Rimouski. — M. Louis-de-Gonzagues Belzile, notaire, de Rimouski.

District de Beauce. — M. Joseph L'Heureux, cultivateur, de Saint-Pierre de Broughton, comté de Beauce.

2781

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-huit juin 1912, de nommer M. Hugues L. de Martigny, de la cité de Montréal, secrétaire de la commission du régime des eaux courantes de Québec.

2761

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du six mars 1899, pour la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, et de nommer par commission en date du 25ème jour de mars 1912, MM. L. Etienne Parent et Joseph Lafleur, industriels, Osias Larivière, carrossier, J. C. Paterson, Omer Choquette et Edmond Grignon, tous trois médecins du village de Sainte-Agathe des Monts, commissaires de la dite cour.

L'avis du six avril 1912, page 754, Nos 1401-02, étant nul.

2753

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the twelfth day of June, 1912, to appoint Messrs. Cyrias Roy, advocate, of Montmagny, and Cléophas Leclerc, gentleman, joint protonotary of the superior court of the district of Montmagny.

2738

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twentieth day of June, 1912, to appoint Mr. J. Elzéar Savard, advocate, of the city of Chicoutimi, protonotary of the superior court, clerk of the circuit court, clerk of the Crown and clerk of the peace for the district of Roberval.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twentieth day of June, 1912, to appoint Mr. Georges Lévesque, agent, of the city of Roberval, sheriff of the district of Roberval.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twentieth day of June, 1912, to appoint Mr. Joseph Otis, constable, of the city of Roberval, jailer of the prison of the district of Roberval.

2472

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty ninth day of June, 1912, to appoint Mr. John R. Melville, of the city of Montreal, a commissioner "per dedimus potestatem".

2780

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty ninth day of June, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal. — Mr. Aurélien Louovik-Simon Sadik-bey, of the city of Montreal.

District of Beauce. — Mr. Ludger Fortin, farmer, of Saint Prosper, county of Dorchester.

District of Rimouski. — Mr. Louis-de-Gonzagues Belzile, notary, of Rimouski.

District of Beauce. — Mr. Joseph L'Heureux, farmer, of Saint Pierre de Broughton, county of Beauce.

2782

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty eighth of June, 1912, to appoint Mr. Hugues L. de Martigny, of the city of Montreal, secretary of "The Commission for the Management of Running Waters in Quebec".

2762

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the sixth of March, 1899, for the parish of Sainte-Agathe des Monts, county of Terrebonne, and to appoint by commission dated the 25th day of March, 1912, Messrs. L. Etienne Parent and Joseph Lafleur, manufacturers, Osias Larivière, coachmaker, J.-C. Paterson, Omer Choquet and Edmond Grignon, all three physicians, of the village of Sainte Agathe des Monts, commissioner of the said court.

The notice of the sixth of April, 1912, page 754, Nos. 1401-02, being void.

2754

Proclamation

Canada, }
Province de }
Québec. }
L. S.

F. LANGELIER

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

Proclamation

Canada, }
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

F. LANGELIER

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le seize juillet mil neuf cent douze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au vingt-sept août prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le seize juillet courant ; vous convoquons par les présentes pour le VINGT-SEPT AOUT prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce quatrième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent douze, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

L. P. GEOFFRION

Le greffier de la couronne en chancellerie,
2723 Québec.

Avis du Gouvernement

La compagnie "The Moffat Stove Company of Weston, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est dans la ville d'Outremont.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. James Somerville Moffat, de Montréal.

L'avis du six juillet 1912, page 1406, Nos 2717-18, étant nul.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province,
Québec, 3 juillet 1912. 2755

Avis est par le présent donné que "La Caisse de Maladie de la Cour Saint-André Avelin", avec son principal bureau dans la paroisse de Saint-André Avelin, a été licenciée et enregistrée comme une association mutuelle de bienfaisance, pour faire les affaires, dans cette province, de pourvoir, au moyen de contributions de ses membres, des bénéfices de maladie à ceux de ses membres affligés par la maladie, et recruter un nombre suffisant de membres pour les mettre en état de percevoir un montant suffisant pour établir un fonds pour les membres malades.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce huitième jour de juillet 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 2757

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the sixteenth of July, one thousand nine hundred and twelve, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty-seventh of August next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the sixteenth of July instant, and hereby convene you for the TWENTY-SEVENTH OF AUGUST next, and accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this fourth day of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION

2724 Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

Government Notices

The "Moffat Stove Company of Weston, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is in the town of Outremont.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. James Somerville Moffat, of Montreal.

The notice of the sixth of July, 1912, page 1406, Nos. 2717-18, being void.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.
Québec, 3rd July, 1912. 2756

Notice is hereby given that the "Caisse de Maladie de la Cour Saint-André Avelin", with its head office in the parish of Saint André Avelin, has been licensed and registered as a mutual benefit society, to carry on in this province the business of providing, by means of contributions from its members, sick benefits to those of its members afflicted by sickness, and to recruit a sufficient number of members to be enabled to collect sufficient assessments to establish a fund for sick members.

Given pursuant to article 6950, S. R. P. Q., 1909, this eighth day of July, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Québec. 2758

Avis est par le présent donné "The Elvaterinos-lawer Sick Benefit Society", avec son principal bureau dans la cité de Montréal, a été licenciée et enregistrée comme une association mutuelle de bienfaisance, dans le but de pourvoir aux bénéfices de maladie, accident, revers de fortune et décès de ses membres.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P.Q., 1909, ce huitième jour de juillet 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor.
Québec.

2759

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 4 juillet 1912.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Bel-Air, dans le comté de Deux-Montagnes, le deuxième jour d'avril 1912, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies :

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Bel-Air, dans le comté de Deux-Montagnes, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,

Greffier, Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

C. J. SIMARD,

2743

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Albert Lemieux, gérant de manufacture, Arnold Jung, journaliste, Antoine Landry, dentiste, Stanislas Belle, photographe, E. Mazenor Saindon, agent d'assurance, et Ulric Lavoie, photographe, de Fraserville, dans les buts suivants :

Louer, faire, bâtir ou autrement posséder un ou plusieurs théâtres à Fraserville ou partout ailleurs dans la province de Québec, donnant des représentations en tous genres, vues animées, vaudevilles, troupes, etc. Réunir et former des troupes d'acteurs ou de musiciens ;

Acquérir et exploiter le théâtre actuellement en opération à Fraserville, et connu sous le nom de (Théâtre des Variétés) ;

Donner à ce théâtre des représentations cinématographiques agrémentées de vaudeville, ou autres attractions, percevoir des prix d'admission, etc., l'année durant. Louer une ou des salles suivant les circonstances pour conférences, fêtes, bazars, expositions, etc. ;

Acquérir ou acheter, vendre, louer et sous louer des films cinématographiques, acquérir des droits exclusifs, etc. ;

Organiser des concours de chant et de musique, de sports divers, courses et jeux, athlétiques, etc. ; percevoir des droits d'inscription et d'admission et donner des prix et récompenses ;

Acquérir par achat ou autrement toute propriété, meubles et immeubles, immunités, droits ou privilèges qui peuvent être nécessaires aux fins de la compagnie et en disposer de toute manière ;

Notice is hereby given that the "Elvaterinos-lawer Sick Benefit Society", with its head office in the city of Montreal, has been licensed and registered as a mutual benefit society for the purpose of providing sickness, accident, reverses of fortune and death benefits to its members.

Given pursuant in article 6950 R. S. P. Q., 1909, this eighth day of July, 1912.

For the Treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec.

2760

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 4th July, 1912.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Bel-Air, in the county of Two Mountains, on the second day of April, 1912, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Québec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed :

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Bel-Air, in the county of Two-Mountains, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Québec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,

Clerk of Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Québec.

C. J. SIMARD,

2744

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty sixth day of June, 1912, incorporating Messrs. Albert Lemieux, factory manager, Arnold Jung, journalist, Antoine Landry, dentist, Stanislas Belle, photographer, E. Mazenor Saindon, insurance agent, and Ulric Lavoie, photographer, of Fraserville, for the following purposes :

To lease, cause to be built or otherwise hold one or more theatres at Fraserville or anywhere else in the province of Québec, to give productions of all kinds, moving pictures, vaudeville, companies, etc. To assemble and form companies of actors and musicians ;

To acquire and operate the theatre presently in operation at Fraserville and known under the name of "Théâtre des Variétés" ;

To give in such theatre cinematographic productions with vaudeville in addition, or other attractions ; to collect prices of admission, etc., during the year. To lease one or more halls according to circumstances for lectures, feasts, bazars, exhibitions, etc.

To acquire or purchase, sell, lease and sublet cinematographic films, and acquire exclusive rights, etc.

To promote singing and musical competition sundry sports, races and athletic games, etc., to collect entry and admission fees and give prizes and awards ;

To acquire by purchase or otherwise any property, moveables and immoveables, immunities, rights and privileges that may be necessary for the purposes of the company, and dispose of same in any manner ;

Posséder, acheter ou acquérir autrement et vendre des actions ou obligations de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de la compagnie, ou en disposer autrement ;

Emettre en paiement des propriétés ou parties de paiements d'icelles, des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie des distractions populaires de Fraserville, limitée", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Fraserville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,

2727

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1912, constituant en corporation MM. William Tyus Hood, comptable consultant, Joseph Alexander Trotwood Richards, expert en affaires, James Joseph Dolan, capitaliste, Joseph Washington Richards, manufacturier, et Paul Du High Richards, agent acquéreur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir et prendre comme une affaire en opération les affaires d'impression et de publication maintenant conduites dans la cité de Montréal, par George Arthur Lewis, sous les nom et raison de "The Imperial Press", y compris tous les actifs des dites affaires ; les payer en argent ou en actions acquittées et non sujettes à appel du capital actions de cette compagnie, et se charger des obligations des dites affaires ;

S'engager dans les affaires en général d'impression et de publication, y compris les affaires d'embossage, lithographie, gravure, reliure, électrotypie, stéréotypie, photogravure, manufacture et commerce de boîtes de carton et de papeteries, et en général exercer tous les autres pouvoirs, ayant rapport ou relation avec ceux ci-dessus plus particulièrement mentionnés ;

Payer pour services rendus à cette compagnie en rapport avec sa formation, avancement ou la vente de son stock, soit en argent ou en actions acquittées et non sujettes à appel du capital action de cette compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, ou s'amalgamer avec toute personne, compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux pour lesquels cette compagnie est incorporée ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons ou agents ;

Faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition d'aucun des susdits objets, sous le nom de "Imperial Press Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD,

2733

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1912, constituant en corporation MM. John Thomas Hackett, avocat, Thomas B. Gould, solliciteur, Cecil Gordon Mackinnon, avocat, Thomas

To hold, purchase or otherwise acquire and sell the stock or bonds of any other company with objects in whole or in part similar to those of this company or doing any business capable of being conducted directly or indirectly for the benefit of the company, or otherwise dispose of same ;

To issue in payment for any property of part payment thereof, paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company, under the name of "La Compagnie des distractions populaires de Fraserville, limitée", with a capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two thousand (2000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Fraserville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

2738

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 4th of July, 1912, incorporating Messrs. William Tyus Hood, consulting accountant, Joseph Alexander Trotwood Richards, business expert, James Joseph Dolan, capitalist, Joseph Washington Richards, manufacturer, and Paul Du High Richards, purchasing agent, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the printing and publishing business at present carried on in the city of Montreal, by George Arthur Lewis, under the firm name and style of "The Imperial Press", including all the assets of the said business ; to pay for the same in cash or in fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of this company, and to assume the liabilities of said business ;

To engage in a general printing and publishing business, including the business of embossing, lithographing, engraving, book-binding, electrotyping, stereotyping, photo-engraving, manufacturing and dealing in paper boxes and stationery, and generally to exercise all other powers, incidental to or connected with those above more particularly set out ;

To pay for services rendered to this company in connection with its formation, promotion or the selling of its stock, either in cash or in fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of this company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, or to amalgamate with any person, company or corporation having objects in whole or in part similar to those for which this company is incorporated ;

To do all or any of the above things as principals or agents ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Imperial Press, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of July, 1912.

C. J. SIMARD,

2734

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1912, incorporating Messrs. John Thomas Hackett, advocate, Thomas B. Gould, solicitor, Cecil Gordon Mackinnon, advocate, Thomas Joseph Coonan,

Joseph Coonan, secrétaire et Laura May Smith, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de maîtres carriers et marchands de pierre, et acheter, vendre, obtenir, travailler, modeler, tailler, sculpter, polir, écraser, scier et préparer pour le marché ou employer la pierre, chaux, ciment, sable, minerais, minéraux et matériaux de construction de toute sorte, et faire les affaires de constructeurs de chemins et de pavés et réparateurs et manufacturiers d'iceux et de commerçants et ouvriers de chaux, ciment, mortier, béton, asphalte et matériaux de construction de toute sorte, et de constructeurs et entrepreneurs pour l'exécution de travaux et bâtisses de toute sorte, dans la construction desquels la pierre, la chaux, le ciment sont requis ;

Faire toutes affaires soit manufacturées, commerciales ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites à son avantage ;

Acquérir, ériger, posséder, employer, louer les bâtisses, matériel et machines nécessaires ou ayant rapport aux affaires conduites par la compagnie, ou en disposer autrement ;

Sujet aux dispositions de la loi des compagnies de Québec, de placer les argents de la compagnie dans ou sur tels placements ou garanties, soit obligations, débetures, actions du stock ou autrement, qui peuvent de temps en temps être jugés à propos, et faire telles avances d'argent pour garantir les contrats ou engagements d'iceux, ou devenir garantie pour icelles et aider financièrement toute personne, société, compagnie ou corporation ;

Entrer en société ou autre arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, risque conjoint concession réciproque ou corporation avec toute personne faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toute affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et de prendre ou acquérir autrement et posséder des actions ou stock en icelle, ou garanties d'icelle, et subventionner ou aider autrement toute telle compagnie, et vendre, posséder, coter, émettre de nouveau avec ou sans garantie et autrement faire le commerce avec telles actions ou garanties ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie ;
Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne faisant les mêmes affaires ;

Distribuer parmi les membres de la compagnie, en espèce, toutes actions, débetures, garanties ou biens appartenant à la compagnie, payer pour tous services rendus à tous biens ou droits acquis par la compagnie, en la manière qui sera jugée à propos, et en particulier par l'émission d'actions ou garanties de la compagnie créditées comme acquittées ou en partie payées ;

Vendre toute l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie pourra juger à propos et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ;

Acheter et acquérir autrement et entreprendre toute ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant aucune affaire que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété convenable pour les fins de la compagnie ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires ayant rapport à la compagnie, et tous les objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Frontier Granite Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Stanhope, canton de Barnstone, comté de Stanstead.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juillet 1912.

2783

C. J. SIMARD,
Sous-Secrétaire de la province.

secretary, and Laura May Smith, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as quarry masters and stone merchants, and to buy, sell, get work, shape, hew, carve, polish, crush, saw and prepare for market or use stone, lime, cement, sand, ore minerals and building material of all kinds, and to carry on business as road and pavement makers and repairers and manufacturers of and dealers and workers in lime, cement, mortar, concrete, asphalt and building materials of all kinds and as builders and contractors for the execution of works and buildings of all kinds in the construction of which stone, lime, cement are required ;

To carry on any business, whether manufacturing, trading or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on to its advantages ;

To acquire, erect, hold, use, lease or otherwise dispose of buildings, plant and machinery necessary or incidental to the business carried on by the company ;

Subject to the provisions of the Quebec Companies' Act, to invest any of the moneys of the company in or upon such investments or securities, whether bonds, debentures, shares of stock or otherwise, as may from time to time be deemed expedient and to make such cash advances to guarantee the contracts or engagements of, or to become security for and financially assist any person, firm, company or corporation ;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests, joint adventures, reciprocal concession or corporation with any person carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to take or otherwise acquire and hold shares or stock in, or securities of, and to subsidize or otherwise assist any such company, and to sell, hold, quote on, re-issue with or without guarantee and otherwise deal with such shares or securities ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ;

To act as agents for any company, partnership, or person carrying on a similar business ;

To distribute among the members of the company, in kind, any shares, debentures, securities, or property belonging to the company, to pay for any services rendered to any property and rights acquired by the company, in such manner as may be deemed expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company credited as fully or partly paid up.

To sell the whole undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company ;

To purchase and otherwise acquire and undertake all and any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable to the purposes of the company ;

To do all acts, exercise all powers, and carry on all business incidental to the company, and all the objects for which the company is incorporated, under the name of "Frontier Granite Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Stanhope township of Barnstone, county of Stanstead.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of July, 1912.

2784

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-un juin 1912, constituant en corporation MM. J. Azarias Paquin, notaire, J. Ovilá Déziel, marchand, Henri Foucreau, agent d'immeubles, J. George Gérin Dufresne, marchand et E. Napoléon Hébert, manufacturier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par option, achat, louer et posséder autrement des immeubles, construire des maisons d'habitation et toutes autres bâtisses sur tels immeubles ou sur aucune partie d'iceux ; vendre, louer, transporter, échanger tels immeubles ou aucune partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement, et développer, subdiviser et tracer toute telle propriété en lots, à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires de toute partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, et avec l'approbation de la majorité des actionnaires pour aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et à l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur ;

Acquérir ou posséder ou autrement faire le commerce de stock, obligations, débentures, actions, inscriptions ou garanties de tout individu, gouvernement, état, possession, souverain ou autorisé de toute compagnie incorporée ou non incorporée ;

Acquérir aucun des susdits placements par souscription originale, soumission, participation dans les syndicats ou autrement, soit acquittés ou non et faire les paiements d'iceux lorsqu'ils sont demandés ou en avance de demandés ou autrement les assumer ou souscrire conditionnellement ou autrement, changer les placements de la compagnie et en général vendre, échanger, mettre à profit aucun des biens de la compagnie, ou en disposer et en faire le commerce autrement ;

Offrir pour souscription publique ou autrement favoriser ou aider à placer aucun des susdits placements, donner toute garantie à tout tel placement acquis par l'entremise de la compagnie ou fait par icelle, recevoir les documents et valeurs pour la sûreté, transmission ou dépôt, agir comme agent pour toutes fins ;

Agir comme patrons, agents ou procureurs pour la vente de propriété, les placements, maniement, prêt, paiement, hypothèques, obligations, billets, promesses par écrit et autres garanties ;

Faire les affaires de courtiers d'assurance ou d'agents d'assurances ;

Acquérir, posséder et mettre en opération, les affaires franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, biens et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu d'icelles à une juste valeur d'iceux ;

Emettre des actions acquittées et non ujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement de tous biens meubles et immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie sous aucun titre ou pour services rendus par voie de promotion ou autrement ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer autrement ; la compagnie peut juger à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant les affaires en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of June, 1912, incorporating Messrs. J. Azarias Paquin, notary, J. Ovilá Déziel, merchant, Henri Foucreau, real estate agent, J. George Gérin Dufresne, merchant, and E. Napoléon Hébert, manufacturer, of the city of Montréal, for the following purposes :

To acquire by option, purchase, lease and otherwise hold real estate, build dwelling houses and any other buildings on such real estate or on any part thereof ; to sell, lease, transfer, exchange such real estate or any part of same, dispose thereof or otherwise deal therewith and develop, subdivide and lay out any such property into building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements ;

And, with the approval of the shareholders, to and by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value ;

To acquire, hold or otherwise deal in the shares, bonds, debentures, stock, certificates or securities of any individual, government, state, possession, sovereign or authority, or of any incorporated or unincorporated company ;

To acquire any of the aforesaid investments by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, either paid up or not, and make the payments for same on demand or in advance of demand or otherwise assume or conditionally subscribe for same or otherwise, to change the investments of the company and generally sell, exchange, turn to account any of the property of the company or dispose of or otherwise deal with same ;

To offer for public subscription or otherwise promote or aid in placing any of the aforesaid investments, give any security for any such investment acquired through medium of the company or made by it, to receive documents and securities for safety, transmission or deposit, and act as agent for any purposes ;

To act as principal, agents or attorneys for the sale of property, the investment, management, loans, payments, hypothecs, obligations, notes, promises in writing and other securities ;

To carry on the business of insurance brokers and agents ;

To acquire, hold and operate the business, franchises, undertakings, property, rights, privileges, leases, contracts, immoveables, stock, assets and other rights the company may lawfully acquire in virtue of same at a just value thereof ;

To issue paid up and non assessable stock, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any moveables and immoveables, rights or other property acquired by the company under any title, or for services rendered by way of promotion or otherwise ;

To sell, lease the undertaking of the company or any part thereof, or otherwise dispose of same for such consideration as the company may deem fit, or amalgamate with any person, firm or corporation carrying on any business in whole or in part similar to that of this company, on the terms and conditions that may be deemed advisable, and in payment

à propos, et en paiement de la considération d'iceelles accepter de l'argent ou au lieu d'argent, des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débetures ou garanties ou autre propriété appartenant à la compagnie ;

Aucun pouvoir octroyé par les présentes ne sera limité ou restreint par l'application ou l'interprétation de tout autre pouvoir ainsi accordé ;

Faire toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets soit comme patrons, agents, courtiers ou autrement, sous le nom de "La Compagnie d'Immeubles Union, Limitée" avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,
2729 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Louis Philippe Normand, médecin chirurgien, Charles Numa de Blois, médecin-chirurgien, Isaïe Horey de Grandmont, rentier, Pierre Lucien Carignan et Emile Donat Carignan, manufacturiers, tous de la cité de Trois-Rivières, dans les buts suivants :

Faires les affaires d'immeubles, à commission ou autrement, dans toutes ses branches ;

Acquérir des propriétés par achat, échange, bail, ou de toute autre manière, et posséder, cultiver, arpenter, subdiviser en lots avec rues, ruelles et carrés ou parcs, les développer, améliorer, louer, échanger, vendre ou en disposer autrement, ou faire le commerce de propriétés immobilières et terrains, sous culture ou non, et tous les intérêts y ayant rapport ;

Construire, ériger, bâtir, et maintenir ou faire construire, ériger, bâtir et maintenir des aqueducs et plants électriques, dans les limites de la paroisse de Sainte-Marie du Cap de la Magdeleine, pourvu que tels aqueducs et plants électriques soient faits, construits, érigés, bâtis et maintenus avec l'assentiment et conformément aux règlements du conseil de la municipalité où ils seront ainsi faits, construits et exploités ; ainsi que des drainages, égouts, chemins, quais, ponts, et autres moyens de communication, maisons, moulins, fabriques, manufactures, et tous autres travaux, améliorations ou bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires ou utiles, et les louer, échanger, vendre ou en disposer autrement, ou faire le commerce d'iceux ou d'aucun d'eux, ensemble avec les terrains sur lesquelles ils existent ou existeront ;

Manufacturer des appareils de toutes sortes ; droit de bâtir des hôtels, sanatoriums, stations thermales, les acheter, exploiter, ou autrement en disposer ;

Acheter des sources d'eau minérales, les exploiter, et en disposer par échange, vente, ou de toute autre manière ;

Acheter des mines, minérales, minéraux, tourbes, acres (mines de peinture), les exploiter, et en disposer par échange, vente, ou de toute autre manière ;

Exploiter des autobus, automobiles, yachts à gazoline, bâtir tous genres de vaisseaux ;

Avancer des agents au moyen de prêts aux acquéreurs, détenteurs, locataires ou possesseurs d'aucune partie des propriétés de la compagnie, pour aider à l'érection des bâtisses, ou pour faire des améliorations sur icelles ;

Prendre et posséder comme garantie du remboursement d'aucun prêt fait par la compagnie et pour

for the consideration of same to accept cash, or instead of cash, fully paid up and non assessable stock, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company ;

Any of the powers granted by these presents shall not be limited or restricted by the application or interpretation of any other power thus granted ;

To do all such other things in connection with or useful to the acquisition of the aforesaid objects either as principals, agents, brokers or otherwise, under the name of "La Compagnie d'Immeubles Union, Limitée", with a capital of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of June, 1912.

C. J. SIMARD,
2730 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1912, incorporating Messrs. Louis Philippe Normand, physician and surgeon, Charles Numa de Blois, physician and surgeon, Isaïe Horey de Grandmont, rentier, Pierre Lucien Carignan, and Emile Donat Carignan, manufacturers, all of the city of Three Rivers, for the following purposes :

To carry on a real estate business on commission or otherwise, in all its branches ;

To acquire by purchase, exchange, lease or in any manner, and hold, cultivate, survey, subdivide into lots with streets, lanes and squares, develop, improve and to let, exchange, sell or otherwise dispose of or deal with immovable properties and lands, under cultivation or not, and all interests therein ;

To construct, erect, build and maintain, or cause to be constructed, erected, built and maintained, waterworks and electric plants within the limits of the parish of Sainte Marie du Cap de la Magdeleine, provided such waterworks and electric plants be made, constructed, erected, built and maintained with the consent and in conformity with the by-laws of the municipal council where they shall be made, constructed and operated, and also drains, sewers, roads, wharves, bridges and other means of communication, houses, mills, factories, manufactures and any other works, improvements or buildings which may be deemed necessary or advantageous and to let, exchange, sell or otherwise dispose of or deal with the same or any of them together with the lands upon which they exist or shall exist ;

To manufacture apparatus of all kinds ; to have the right to build hotels, sanatoria, thermal stations and purchase, operate or otherwise dispose of same ;

To purchase mineral water springs, and operate and dispose of same by exchange, sale or any other manner ;

To purchase mines, ore, minerals, peat, and operate and dispose of same by exchange, sale, or in any other manner ;

To exploit autobuses, automobiles and gasoline yachts, and build all kinds of vessels ;

To advance moneys by way of loans to the purchasers, holders, leases or occupants of any part of the company's properties, to aid in the erection of buildings or in the making of improvements thereon ;

To take and hold, as security for the repayment of any loan made by the company and for the

le paiement du prix ou considération de tout contrat, fait avec la compagnie, des hypothèques ou garanties de toute nature ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débetures ou toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes autres affaires capables d'être faites ou conduites pour le bénéfice de cette compagnie ;

Répartir et émettre, comme acquittées, toutes actions du capital-actions de la compagnie en paiements de toutes franchises, entreprises, propriétés, (meubles ou immeubles), stock, débetures, garanties, biens, droits, privilèges, patentes, licences ou contrats que la compagnie peut ou pourra faire, ou en acquittement d'aucune dette ou obligation qu'elle peut ou pourra devoir ;

Assumer et payer tous les liens, hypothèques ou autres charges qui pourraient exister sur les immeubles que la compagnie achètera ; faire les opérations d'agents et de courtiers de toutes espèces d'assurances ;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être en rapport et paraître utiles aux fins et objets de l'incorporation de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie des Terrains Notre-Dame du Cap", avec un capital de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Trois-Rivières.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-ème jour de juin 1912.

C. J. SIMARD,

2693.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de juin 1912, constituant en corporation MM. Antonio Perrault, Joseph Henry Dillon, avocats, Paul Alfred Degrosselliers, étudiant en droit, Adolphe Lafontaine, commis et Hormisdas Contant, entrepreneur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, trafiquer et faire le commerce de toute sorte de matériaux de constructions, fer, acier, bois, brique, ciment, pierre, sable, gravier, et autres matériaux de constructions et produits manufacturés ou non manufacturés ;

Travailler, outiller et mettre en opération des carrières pour la pierre préparée et de construction en général et installer, maintenir et mettre en opération des machines pour écraser la pierre et le gravier et pour la production de la poussière de pierre ;

Outiller, travailler et mettre en opération des puits de gravier et des puits de sable ;

Draguer le sable, gravier et autres matériaux pour la vente, et faire et exécuter des contrats pour le draguage et faire des excavations dans les rivières, ruisseaux, anses, lacs, canaux et cours d'eau en général ;

Construire, acquérir, posséder et employer toute sorte de bateaux, vaisseaux, embarcations mues par la vapeur, électricité, rames ou autrement, barques, remorqueurs ou toute sorte de bateaux, quais, hangars, éleveurs et appareils nécessaires pour la mise en opération des objets de la compagnie ;

Manufacturer et vendre de la brique, terracotta, tuiles, tuyaux de drainage et d'égoûts et autres productions semblables ;

Conduire et faire les affaires de commerçants, constructeurs et entrepreneurs pour les fins de construction, érection, chargement, réparation ou exécution de tout travail en rapport avec aucune et toutes les classes de

payment of the price or consideration of any contract made with the company, mortgages or securities of any nature whatsoever ;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer, shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company ;

To allot and issue, as fully paid up, any shares in the capital stock of the company in payment of any franchise, undertaking, property (moveable or immovable), stock, debentures, securities, assets, rights, privileges, patent, license or contract which the company may acquire or enter into, or in satisfaction of any debt or obligation which it may owe ;

To assume and pay all the liens, hypothecs or other charges which may exist on the immovables the company may purchase ; to carry on the business of all kinds of insurance as agents and brokers ;

To do and perform all other acts and things which may be incidental and may seem conducive to the attainment of the ends and objects of the incorporation of the company, under the name of "La Compagnie des Terrains Notre-Dame du Cap", with a capital of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June, 1912.

C. J. SIMARD,

2694

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of June, 1912, incorporating Messrs. Antonio Perrault, Joseph Henry Dillon, advocates, Paul Alfred Degrosselliers, student at law, Adolphe Lafontaine, clerk, and Hormisdas Contant, contractor, of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell, trade and deal in all kinds of buildings materials, iron, steel, wood, brick, cement, stone, sand, gravel, and all other building materials, and products manufactured or unmanufactured ;

To work, equip and operate quarries for dressed and building stone generally and to install, maintain and operate machinery for crushing stone and gravel and for producing stone dust ;

To equip, work and operate gravel pits and sand pits ;

To dredge for sand, gravel, and other materials for sale, and to enter into and carry out contracts for dredging and making excavations in rivers, streams, creeks, lakes, canals, and water ways generally ;

To construct, acquire, hold and make use of all kind of boats, vessels, craft moved by steam, electricity, oars or otherwise, barges, two-boats or any kind of boats wharves, sheds, elevators and appliances necessary for the carrying out of the purposes of the company ;

To manufacture and sell brick, terra-cotta, tiles, drain and sewer pipes and such like productions ;

To conduct and carry on the business of dealers, builders and contractors for the purposes of building, erecting, altering, repairing or doing any work in connection with any and all classes of building and improvements of

bâtisses et améliorations de toute sorte et nature, y compris la location, le tracé et la construction de chemins, murs et égouts et en général faire et exécuter aucun et tous travaux comme constructeurs et entrepreneurs ;

Acheter, tenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger, améliorer des immeubles et propriété immobilière ou tout intérêt ou droits en iceux, en faire le commerce autrement et en disposer ;

Aider financièrement au autrement les constructeurs, locataires et autres qui désirent construire sur, ou améliorer tout terrain ou bâtisses dans lesquels la compagnie est intéressée ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains, bâtisses, carrières, puits de sable, puits de gravier ou toute autre propriété immobilière ou tout intérêt ou droit en iceux ;

Subdiviser, développer, améliorer et égoutter la propriété immobilière de la compagnie et concéder ou destiner toute partie de la propriété de la compagnie pour parcs, carrés, rues ou autres places publiques ;

Eriger et construire des magasins, maisons, maisons d'habitation, maisons à appartement et toutes sortes de bâtisses en général sur la propriété immobilière de la compagnie et de les hypothéquer, vendre, louer, échanger ou transporter autrement, et acquérir ou posséder des hypothèques ou obligations sur le terrain vendu ou disposé par la compagnie ou sur tout autre terrain qui peut paraître convenable ;

Acquérir par achat, bail ou autrement des cours d'eau ou pouvoirs d'eau ou tous droits en iceux, les utiliser et développer, octroyer des baux ou droits sur iceux, et vendre et distribuer l'eau pour pouvoir ou autrement, selon qu'il sera nécessaire pour les fins de la compagnie ;

Produire l'électricité et installer et mettre en opération l'outillage nécessaire pour employer la dite électricité pour pouvoir, éclairage et chauffage pour les fins de la compagnie ;

Fournir et distribuer l'électricité pour pouvoir, chauffage, et éclairage à aucune des maisons, magasins ou bâtisses situés sur la propriété immobilière de la compagnie, et vendre et disposer de tout surplus d'électricité, sujet à toutes les lois provinciales et municipales et règlements à cette fin dans les comtés de Montcalm, Joliette, L'Assomption, Maskinongé et Berthier ;

Aider à l'avancement ou développement de toute compagnie ou corporation dans le but de faire des affaires semblables en tout ou en partie à celles de cette compagnie ou y ayant rapport ;

Acheter, acquérir, posséder et vendre des droits de patente, lettres patentes, procédés, devis, inventions, marques de commerce, formules, clientèle et autres droits ayant rapport aux affaires que la compagnie est autorisée à faire ;

Souscrire pour, et acquérir et posséder soit comme patron ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, et échanger, engager ou disposer autrement des actions du capital actions, obligations, débentures de toute compagnie ou corporation dans lesquelles la compagnie est ou sur le point de devenir intéressée financièrement, ou avec lesquelles elle a ou est sur le point d'avoir des relations d'affaires, nonobstant les dispositions de la section 34 de la dite loi ;

Vendre, louer ou disposer autrement de la propriété et entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelles, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en

any kind and nature, including the locating laying out and construction of roads, walls and sewers and generally to do and perform any and all works as builders and contractors ;

To buy, hold, own, maintain, work, develop, sell, convey, lease, mortgage, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of real estate, and real property or any interest or rights therein ;

To assist financially or otherwise builders, tenants and others who may be willing to build on or improve any land or buildings in which the company is interested ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise land, buildings, quarries, sand pits, gravel pits, or any other immoveable property or any interest or right therein ;

To subdivide, develop, improve and drain the immoveable property of the company and to concede or make destination of any part of the company's property for park, squares, streets, or other public places ;

To erect and construct stores, houses, dwellings, apartment houses and all kinds of buildings generally on the immoveable property of the company and to hypothecate, mortgage, sell, rent, exchange or otherwise convey the same and to acquire or hold mortgages or hypothecs upon land sold or disposed of by the company or upon any other land which may seem suitable ;

To acquire by purchase, lease or otherwise water courses or water powers or any rights in the same, and to utilize and develop, grant leases of or rights over the same, and to sell and distribute water for power or otherwise as may be necessary for the purposes of the company ;

To generate electricity and install and operate the necessary equipment to use said electricity for power light and heat for the purposes of the company ;

To supply and distribute electricity for power heat and light to any of the houses, stores or buildings situated on the immoveable property of the company, and to sell and dispose of any surplus electricity subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf in the counties of Montcalm, Joliette, L'Assomption, Maskinongé et Berthier ;

To assist in the promotion or development of any company or corporation for the purpose of carrying on a business similar in whole or in part to that of this company or ancillary thereto ;

To purchase, acquire, hold and sell patent rights, letters patent, processes, devices, inventions, trademarks, formulae, good-will and other rights relating to the business which this company is authorized to carry on ;

To subscribe for, and acquire and hold either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security, and to exchange, pledge, or otherwise dispose of the shares of capital stock, bonds debentures of any company or corporation in which the company is or is about to become financially interested, or with which it has or it about to have business relations, notwithstanding the provisions of section 34 of the said act ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and particularly for

particulier pour actions, débetures, obligations ou garantie de toute autre compagnie;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, avec toute personne ou compagnie engagée ou sur le point d'être engagée dans toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, prendre des actions et garanties de toute telle compagnie, les vendre, posséder ou émettre de nouveau, avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter ou acquérir autrement toutes affaires semblables aux objets des affaires de cette compagnie;

Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne faisant les mêmes affaires;

Tirer, faire, accepter et endosser des billets promissoires, lettres de change ou autres instruments négociables;

Faire toutes affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites à son avantage;

Distribuer parmi les membres de la compagnie en espèce, toutes actions, débetures, garanties ou biens appartenant à la compagnie;

Payer pour tous services rendus à la compagnie et tous biens et droits acquis par icelle, en la manière qui peut être jugée à propos, et en particulier par l'émission d'actions ou garanties de la compagnie, sous le nom de "Standard Sand & Gravel Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juin 1912.

2715 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de juin 1912, à la compagnie "The Quebec Land Company", par lesquelles elle a été autorisée à réduire son capital de trois cent mille piastres (\$300,000.00) au montant de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juin 1912.

2691.2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

No 2199-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 4 juillet 1912.

Avis est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'Ecole Normale Laval, à Québec, mercredi, le 21e jour d'août 1912, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au 12e jour d'août prochain, à M. J.-N. Miller, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

2697-2

shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into an arrangement for sharing profits with any person or company engaged in or about to engage in any business of the nature which this company is authorized to engage in, and to take shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-issu, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To purchase or otherwise acquire any business similar in character and objects to the business of this company;

To act as agents for any company, partnership or person, carrying on a similar business;

To draw, make, accept and endorse promissory notes, bills of exchange or other negotiable instruments;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise which might seem to the company capable of being carried on to its advantage;

To distribute among the members of the company in kind, any shares, debentures, securities or property belonging to the company;

To pay for any services rendered to, and any property and rights acquired by the company, in such manner as may be deemed expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company, under the name of "Standard Sand & Gravel Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of June, 1912.

2716 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 29th day of June, 1912, to "The Quebec Land Company" by which it has been authorized to reduce its capital from three hundred thousand dollars (\$300,000.00) to thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of June, 1912.

2692 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

No. 2199.11.

DÉPARTEMENT DE PUBLIC INSTRUCTION

Québec, 4th July, 1912.

Notice is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of public instruction to examine candidates for the office of school inspector, at the Laval Normal School, in Quebec, on Wednesday, the 21st day of August, 1912, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the 12th day of August next, send a request for that purpose, to Mr. J. N. Miller, secretary of the catholic committee of the council of public instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the council of public instruction.

2698

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., ch. 14, le Bureau des Examineurs des Mesureurs de Bois de la province de Québec se réunira à

RIMOUSKI, P. Q., le 2 JUILLET 1912.
CHICOUTIMI, P. Q., le 16 JUILLET 1912.
BROMPTONVILLE, P. Q., le 30 JUILLET 1912.

HULL, P. Q., le 20 AOUT 1912,
pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureur et classificateur de bois.

Un honoraire de \$4.00 est payable d'avance.
ELZ. MIVILLE DECHENE,
Sous-ministre Terres et Forêts.
Québec, 12 juin 1912. 2393-3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies a fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne

NOTICE

Is hereby given that in compliance with the act 54 Vict., ch. 14, the Board of Examiners of Callers of the province of Québec will meet at

RIMOUSKI, P. Q., on the 2nd JULY, 1912.
CHICOUTIMI, P. Q., on the 16th July, 1912.
BROMPTONVILLE, P. Q., on the 30th JULY, 1912.

HULL, P. Q., on the 20th AUGUST, 1912,
in order to proceed to the examination of persons desiring to qualify as log callers and measurers.

A fee of \$4.00 is payable in advance.
ELZ. MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister Lands and Forests,
Québec, 12th June, 1912. 2394

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall give the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public,

doivent pas retomber sur le public; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

2161

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande

accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in english, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend some of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

2162

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone; et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au réalable, une déclaration portant que ce bill a été prouvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill,

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be; but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railway, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall

devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des la privés.

“ 5a. Les exemplaires des bills privés, déposés ntre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre ndiquant en qu. il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas redigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bi privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptal' de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les ficiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

“ 2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et oser le reçu de ces paiements entre les mains du effer du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements ont vent être faits immédiatement près la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

“ 3. Si un exemplaire du bil n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours vant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle harte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas

“ 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités.”

L. P. GEOFFRION,

2163

Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BEAUCE.

Avis public est par le présent donné que le conseil de la municipalité du comté de Beauce, a, le douzième jour de juin dernier (1912), passé et adopté une résolution annexant à la municipalité de la paroisse Saint-Gédéon de Beauce, les lots de terre ou à neuf, inclusivement, des rangs 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du canton de Marlow.

Que la dite résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un ordre

be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

“ 5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of orporate advantage, or for any amendment of by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a o \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

“ 2. The applicant hall a pay to the ac countant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

“ 3. If a copy the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen day before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

“ 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.”

L. P. GEOFFRION,

2164

Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BEAUCE.

Public notice is hereby given that the county council for the municipality of Beauce, has, on the twelfth day of June last, passed a resolution by which was added to the municipality of the parish of Saint Gédéon de Beauce, the lots of lands number one to number nine, inclusively, of the 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 ranges of the township of Marlow.

Which said resolution has been approved by His Honor the Lieutenant-Governor, by order in

en conseil, en date du 26 juin dernier, conformément aux dispositions des articles 33 et 41 du code municipal.

JCHS. BOLDUC,
 Secrétaire-trésorier C. M. C. B.
 Donné à Saint-François, Beauce, ce 4 juillet 1912. 2725

Avis public est par le présent donné que la situation du bureau de Dineen's Limited, dans la cité de Montréal, est au numéro 677, rue Sainte-Catherine, dans la dite cité.

THOMAS McMILLAN,
 Secrétaire de Dineens' Limited.
 Daté ce 8e jour de juillet 1912. 2769

DISTRICT ELECTORAL DE DORCHESTER

Sainte-Hénédine, 9 juillet 1912.
 Etat des dépenses d'élection du Dr Alfred Morisset, écrivain, candidat à l'élection d'un député pour le dit district électoral, (du 15 mai 1912).

Loyer des salles de comités.....	\$ 45 00
Voitures.....	52 00
Télégrammes et messages téléphoniques..	8 72
Dépenses personnelles.....	125 50
Listes électorales.....	25 20
	<hr/>
	\$ 256 42

LOUIS DION,
 Agent.

Pour vraie copie,
A. VAILLANCOURT,
 Secrétaire d'élection.
 Sainte-Hénédine, 3 juillet 1912. 2775

DISTRICT ELECTORAL DE DORCHESTER.

Etat des dépenses d'élection de Gustave F. Hamel, écrivain, avocat, candidat à l'élection provinciale pour le comté de Dorchester, le 15 mai 1912.

Dépenses personnelles du candidat.....	\$126 03
Comités, salles d'assemblées, messages et listes.....	657 70
Téléphone, télégrammes, timbre de poste.	60 48
	<hr/>
	\$844 21

(Signé) **JOSEPH BOULET,**
 Agent légal.

Pour vraie copie,
A. VAILLANCOURT,
 Secrétaire d'élection.
 Sainte-Hénédine, 9 juillet 1912. 2777

DISTRICT ELECTORAL DE BAGOT.

Acton Vale, 10 juillet 1912.
 Etat des dépenses d'élection de F. H. Daigneault, candidat à l'élection du 15 mai 1912 pour le comté de Bagot :

Salles de comité.....	\$ 29 35
Téléphones.....	23 50
Impressions.....	19 00
Charretiers.....	50 00
Télégraphes.....	20 00
Estampilles, frais d'express, etc.....	14 42
	<hr/>
	\$156 27

(Signé) **A. CHABOT,**
 Agent du candidat.

Certifié correct par A. Chabot, agent du candidat.

Certifié correct par J. B. S. Bathalon) officier-rapporteur, district électoral de Bagot. 2825

council, dated on the twenty sixth day of June last, according to the dispositions of the articles 33 and 41 of the municipal code.

UHS. BOLDUC,
 Secretary-treasurer M. C. C. B.
 Given at Saint Francis, Beauce, this fourth day of July, 1912. 2726

Public notice is hereby given that the situation of the office of Dineens' Limited, in the city of Montreal, is number 677, Sainte Catharine street, within the said city.

THOMAS McMILLAN,
 Secretary of Dineens' Limited.
 Dated this 8th day of July, 1912. 2770

ELECTORAL DISTRICT OF DORCHESTER.

Sainte Hénédine, 9th July, 1912.
 Statement of election expenses of Dr Alfred Morisset, esq., candidate at the election for a deputy for the said electoral district, (on the 15th May, 1912).

Rental of committee rooms	\$ 45 00
Vehicles	52 00
Telegrams and telephone messages.....	8 72
Personal expenses.....	125 50
Electoral lists.....	25 20
	<hr/>
	\$ 256 42

LOUIS DION,
 Agent.

For true copy,
A. VAILLANCOURT,
 Election secretary.
 Sainte Hénédine, 3rd July, 1912. 2776

ELECTORAL DISTRICT OF DORCHESTER.

Statement of the election expenses of Gustave F. Hamel, esq., advocate, candidate at the provincial election for the county of Dorchester, on the 15th May, 1912.

Personal expenses of the candidate.	\$126 03
Committees, meeting halls, messages and lists	657 70
Telephone, telegrams, postage stamps	60 48
	<hr/>
	\$ 844 21

(Signed) **JOSEPH BOULET,**
 Legal agent.

The true copy,
A. VAILLANCOURT,
 Election secretary.
 Sainte Hénédine, 9th July, 1912. 2778

ELECTORAL DISTRICT OF BAGOT.

Acton Vale, 10th July, 1912.
 Detailed account of the legal expenses incurred by F. H. Daigneault, candidate at the election of the 15th May, 1912, for the county of Bagot.

Rentes of halls.....	\$ 29 35
Telephones	23 50
Printed matters.....	19 00
Vehicles.....	50 00
Telegraphes	20 00
Stamps, expenses of express, etc	14 42
	<hr/>
	\$156 27

(Signed) **A. CHABOT,**
 Agent of the candidates.

Certify correct by A. Chabot, agent of the candidate.

Certify correct by J. B. S. Bathalon, returning officer of the electoral district of Bagot. 2826

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 240.

Dame Marie-Louise Lanthier, épouse de George Cholette, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

CHARLES BRUCHESI,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 4 juillet 1912. 2747

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 8908.

Dame Emma Turcotte, épouse commune en biens de Napoléon Riel, cultivateur, de la partie ouest du canton Farnham, dûment autorisée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Riel, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse

ANATOLE GAUDET,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 5 juillet 1912. 2767

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8903

Olympe Drouin, du canton d'Ely, district de Bedford, épouse commune en biens de Edmond Trudeau, cultivateur, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Edmond Trudeau, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée ce jour.

ROMULUS CLOUTIER,

Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 27 juin 1912. 2765

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2509.

Dame Délina Calvé, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Michel Courcelle, du même lieu, journalier, et dûment autorisée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Michel Courcelle, journalier, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26 juin 1912.

BISAILLON & BROSSARD,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 26 juin 1912. 2657-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2833.

Dame Alexina Wells, épouse de Victor Barbier, de Montréal, Demanderesse ; vs le dit Victor Barbier, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

LACHAPELLE & DENIS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 20 juin 1912. 2623.3

Dame Jane Bradin du canton de Hull, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Thomas Sims *alias* Simmons, ci-devant du même lieu, absent de lieux inconnus, a institué une action en séparation de corps et de biens contre son mari. No 3199 des records de la cour supérieure, dit district.

ARTHUR McCONNELL,

Procureur de la demanderesse.

Hull, 23 juin 1912. 2659-2

2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 240.

Dame Marie Louise Lanthier, wife of George Cholette, contractor, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action for separation as to property against her said husband.

CHARLES BRUCHESI,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th July, 1912. 2748

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8908.

Dame Emma Turcotte, wife common as to property of Napoléon Riel, farmer, of the ouest part of the townships of Farnham, duly authorized, Plaintiff ;

vs

The said Napoléon Riel, Defendant.
An action of separation as to bed and board was, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

ANATOLE GAUDET,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 5th July, 1912. 2768

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*
No. 8903.

Olympe Drouin, of the township of Ely, district of Bedford, wife common as to property of Edmond Trudeau, farmer, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Edmond Trudeau, Defendant.
An action for separation as to bed and board and property has been instituted this days.

ROMULUS CLOUTIER,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 27th June, 1912. 2766

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2509.

Dame Délina Calvé, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Michel Courcelle, of the same place, laborer, duly authorized "à ester en justice" Plaintiff ;

vs

Michel Courcelle, laborer, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 26th of June, 1912.

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th June, 1912. 2658

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2823.

Dame Alexina Wells, wife of Victor Barbier, of Montreal, Plaintiff ; vs the said Victor Barbier, of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

LACHAPELLE & DENIS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th June, 1912. 2624

Dame Jane Bradin, of the township of Hull, district of Ottawa, wife common as to property of Thomas Sims *alias* Simmons, heretofore of the same place, an absentee in parts unknown, has instituted action in separation as to bed and board against her said husband. No. 3199 records superior court, said district.

ARTHUR McCONNELL,

Plaintiff's attorney.

Hull, 28th June, 1912. 2660

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2894.
 Dame Eleanor Rosina Birkett Clark, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Archibald Weddell, du même lieu, garde-magasin et charretier, Demanderesse ;
 vs
 Le dit John Archibald Weddell, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27 juin 1912.
 CRANKSHAW & CRANKSHAW,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 3 juillet 1912. 2705-2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 4041.
 Zépherine Pilon, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Elzéar Bériault, forgeron, du même lieu, et dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Elzéar Bériault, Défendeur.
 La demanderesse en cette cause a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.
 PELLETIER, LETOURNEAU
 & BEAULIEU,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 28 juin 1912. 2699.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 951.
 Dame Mary Russell Seaton, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Oswald Mowatt, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Oswald Mowatt, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée le 29 juin 1912.
 DUFF & MERRILL,
 Procureurs de la demanderesse
 Montréal, 29 juin 1912. 2713-2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 157.
 Dame Alphonsine Délorme, épouse commune en biens de Louis Philippe Ducharme, plombier, de la cité de Montréal, district de Montréal, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Louis Philippe Ducharme, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.
 FAUTEUX & FAUTEUX,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 20 juin 1912. 2543.3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 4252.
 Dame Ida Bloom, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Hyams, marchand, du même endroit, Demanderesse ;
 vs
 Harry Hyams, du même endroit, Défendeur.
 La demanderesse a, ce jour ci, pris une action en séparation de biens contre le défendeur.
 WEINFELD & LEDIEU,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 8 juin 1912. 2365-5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2894.
 Dame Eleanor Rosina Birkett Clark, of the city and district of Montreal, the wife "commune en biens" of John Archibald Weddell, of the same place, storeman and driver, Plaintiff ;
 vs
 The said John Archibald Weddell, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 27th June, 1912.
 CRANKSHAW & CRANKSHAW,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 3rd July, 1912. 2706

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 4041.
 Zépherine Pilon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Elzéar Bériault, blacksmith, of the same place, Plaintiff ;
 vs
 The said Elzéar Bériault, Defendant.
 The plaintiff in this case has instituted an action for separation as to property against her said husband.
 PELLETIER, LETOURNEAU
 & BEAULIEU,
 Attorneys for the plaintiff.
 Montreal, 28th June, 1912. 2700

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 951.
 Dame Mary Russell Seaton, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Oswald Mowatt, agent, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;
 vs
 The said Oswald Mowatt, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 29th June, 1912.
 DUFF & MERRILL,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 29th June, 1912. 2714

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 157.
 Dame Alphonsine Délorme, wife common as to property of Louis Philippe Ducharme, plumber, of the city of Montreal, district of Montreal, Plaintiff ;
 vs
 The said Louis Philippe Delorme, Defendant.
 An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.
 FAUTEUX & FAUTEUX,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 20th June, 1912. 2544

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 4252.
 Dame Ida Bloom, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Harry Hyams, of the same place, trader, Plaintiff ;
 vs
 Harry Hyams, of the same place, Defendant.
 The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against defendant.
 WEINFELD & LEDIEU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 8th June, 1912. 2336

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Re Leo Bertrand, Montréal.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende en cette affaire sera payable à notre bureau le ou après le 30 juillet 1912.

Toute contestation à ce bordereau de dividende devra nous être produite dans les 15 jours du présent avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François Xavier,
Montréal. 2745

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } Cour Supérieure.
No 219.

Dans l'affaire de Edouard Lemarier, Précieux Sang,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que, par une ordonnance de la cour supérieure du district de Trois-Rivières, en date du 21 juin 1912, le soussigné a été nommé curateur aux biens de cette succession.

Les créanciers qui n'ont pas produit leurs réclamations sont priés de le faire dans les trente jours de cet avis.

S. DUGAL,
Curateur.

Bureau de S. Dugal,
136, rue Notre-Dame,
Trois-Rivières, 8 juillet 1912. 2751

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 68.

Dans l'affaire de Frank Richard, Montreal,
Absent et failli.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable à nos bureaux, chambre 415, Edifice Dominion Express, 145, rue Saint-Jacques, Montréal, le ou après le 1er août 1912.

W. H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

Montréal, 13 juillet 1912. 2771

District de Saint-François.

Richard Perron, Mégantic, comté Mégantic, marchand, a, le 8 juillet 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 10 juillet 1912. 2793

Dans l'affaire de M. R. S. Stewart, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 28 juillet 1912, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau de Robert Miller & Co., comptables licenciés, bâtisse de la banque de Québec, Montréal.

ROBERT MILLER,
Curateur.

Montréal, 12 juillet 1912. 2799

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

Re Leo Bertrand, Montreal.

Notice is hereby given that a first and final dividend will be payable at our office, in this matter, on or after the 30th of July, 1912.

Any contestation of said dividend sheet must be deposited with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND
P. L. TURGEON,
Joint curators,

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François-Xavier street,
Montreal. 2746

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } Superior Court.
No 219.

In the matter of Edouard Lemarier, Précieux Sang,
Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the superior court of the district of Three Rivers, dated the 21st of June, 1912, the undersigned was appointed curator to the property of the said estate.

Creditors who have not filed their claims are requested to do so within thirty days from this notice.

S. DUGAL,
Curator.

Office of S. Dugal,
136, Notre Dame street.
Three Rivers, 8th July, 1912. 2752

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 68.

In the matter of Frank Richard, Montreal,
Absentee and insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, which will be payable at our offices, room 415, Dominion Express Building, 145, Saint James street, Montreal, on or after the 1st August, 1912.

W. H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Joint curators.

Montreal, 13th July, 1912. 2772

District of Saint Francis.

Richard Perron, Megantic, Megantic county, merchant, has, on the 8th of July, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Saint Francis, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 10th July, 1912. 2794

In the matter of M. R. S. Stewart, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the matter, open to objection until 28th July, 1912, after which date this dividend will be payable at the office of Robert Miller & Co., chartered accountants, Quebec Bank Building, Montreal.

ROBERT MILLER,
Curator.

Montreal, 12th July 1912. 2800

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Leveillé & Locas, entrepreneurs,
 de Montréal, Faillis.
 Avis est par le présent donné que, le 9e jour de
 juillet 1912, par un ordre de la cour, j'ai été nom-
 mé curateur des biens des susdits faillis qui en
 ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de
 leurs créanciers.
 Les réclamations doivent être déposées dans
 mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.

Edifice "Banque de Québec"
 No 11, Place d'Armes.
 Montréal, 10 juillet 1912. 2787

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de M. Silver & Co., Montréal,
 Faillis.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et
 dernier bordereau de dividendes a été préparé dans
 cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 30
 juillet 1912, après laquelle date les dividendes
 seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & BURNETT,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
 Montréal, 13 juillet 1912. 2801

District de Montréal.

Dans l'affaire de E. A. Ranson, pharmacien, de
 Lachine, Insolvable.
 Avis est par le présent donné que, le 5me jour de
 juillet 1912, par ordre de la cour, nous avons été
 nommés curateurs conjoints aux biens du ci-dessus
 failli.

Les réclamations assermentées doivent être pro-
 duites entre mes mains sous un mois de cette date.

EUGENE PREVOST,
 RODOLPHE BEDARD,
 Curateurs conjoints.

Bâtisse Liverpool & London & Globe,
 112, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 5 juillet 1912. 2795

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Re H. P. Roy, Chambly Basin.

Avis est par les présentes donné que, par un ordre
 de la cour supérieure, en date du 10e jour de juillet
 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints
 aux biens du sus-rommé.

Les réclamations attestées sous serment doivent
 nous être filées entre nos mains dans les trente jours
 du présent avis.

P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier,
 Montréal. 2797

Requête

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 367.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé
 au greffe du protonotaire de la cour supérieure du
 district de Montréal, un acte signé devant J. E.
 Dumesnil, N. P., à la paroisse de Saint-Joseph de
 Soulanges, district de Montréal, le 2 mai 1912, par
 Odilon Levac, de la paroisse de Vaudreuil, district
 de Montréal, cultivateur, en faveur de "The Cedars
 Rapids Manufacturing and Power Company", corps
 politique et incorporé, duement incorporé par un

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In the matter of Leveillé & Locas, contractors, of
 Montreal, Insolvents.
 Notice is hereby given that, on the 9th
 day of July, 1912, by an order of the court, I
 was appointed curator for the estate of the above
 named, who has judicially made an assignment of
 their assets for the benefit of their creditors.
 Claims must be filed at my office within one
 month of this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.

Quebec Bank Building,
 No. 11, Place d'Armes.
 Montreal, 10th July, 1912. 2788

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of M. Silver & Co., Montreal,
 Insolvents.
 Notice is hereby given that a first and final divid-
 end sheet has been prepared in this matter, which
 will be open to objection until 30th July, 1912,
 after which date dividends will be payable at the
 office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
 Joint curators.

Office of Wilks & Burnett,
 Montreal, 13th July, 1912. 2802

District of Montreal.

In the matter of E. A. Ranson, druggist, of
 Lachine, Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 5th day of
 July, 1912, by order of the court, we were appointed
 joint curators to the estate of the above named in-
 solvent

Claims duly sworn to must be filed with us
 within one month from this date.

EUGENE PREVOST,
 RODOLPHE BEDARD,
 Joint curators.

Liverpool & London & Globe Bldg,
 112, Saint James street,
 Montreal, 5th, July 1912. 2796

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Re H. P. Roy, Chambly Basin.

Notice is hereby given that, by a judgment of the
 superior court, dated the 10th of July, 1912, we
 have been appointed joint curators to the above
 named estate.

Sworn claims must be filed with us within 30
 days of present notice.

P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François Xavier street,
 Montreal. 2798

Petition

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 367.

Notice is hereby given that there has been deposit-
 ed in the office of the protonotary of the superior
 court for the district of Montreal, a deed signed
 before J. E. Dumesnil, N. P., at the parish of
 Saint Joseph de Soulanges, district of Montreal,
 on the 2nd May 1912, by Odilon Levac, of the
 parish of Vaudreuil, district of Montreal, farmer,
 in favor of The Cedars Rapids Manufacturing and
 Power Company, a body politic and corporate, duly

acte de parlement du Canada, ayant son principal bureau d'affaires dans le village de Saint-Joseph de Soulanges, (Cèdres), district de Montréal, étant une acceptation d'une indemnité de \$2,000 à être payée par la dite compagnie au dit Odilon Levac, propriétaire, à la suite d'un avis d'expropriation à lui signifié le 24 juin 1911, en cette cause, par la dite compagnie, en vertu de sa charte, 4 Édouard VII, chap. 65, Canada, tel qu'amendée par 8-9 Édouard VII, chap. 71, Canada, et de l'acte des chemins de fer du Canada, indemnité fixée par entente entre les parties après le commencement des dites procédures en expropriation relativement à l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain situé au village de Saint-Joseph de Soulanges, aussi appelé villages des Cèdres, comté de Soulanges, district de Montréal, de forme irrégulière, et formant partie du lot numéro deux cent vingt-trois (223), des plan et livre de renvoi officiels du dit village ; borné au nord par le chemin public, à l'est et au sud par d'autres parties du dit lot numéro deux cent vingt-trois (223), appartenant au héritiers de Beaujeu, et à l'ouest par une autre partie du dit lot numéro deux cent vingt-trois (223), appartenant à Dame Canut Laboursadière, le dit terrain mesurant cinquante-sept pieds (57) de largeur sur le front par cinquante-deux pieds et quatre-vingt centièmes (52.80) en arrière et cent pieds (100) de profondeur dans la ligne est par cent deux pieds (102) dans la ligne ouest, le tout mesure anglaise, et cent cinquante millièmes d'arpent (0.150) en superficie, étant indiqué par une bordure verte sur le plan annexé à l'avis d'expropriation, signé par L. Stanislas Pariseau, A. G. P., le dit immeuble ayant été en la possession du dit Odilon Levac, comme propriétaire, pendant les trois dernières années, que la dite compagnie a de plus déposé au dit greffe la somme de \$2,091.00, montant de l'indemnité convenue, avec six mois d'intérêt et la taxe et l'honoraire du gouvernement sur les deniers déposés ; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit avis d'expropriation, au dit acte d'acceptation et de la déclaration du dépôt de la dite indemnité par la compagnie par lesquelles la dite compagnie est devenu propriétaire du dit immeuble et qui constituent son titre en vertu des dispositions de l'Acte des Chemins de Fer du Canada, sont notifiées qu'il sera présenté à la dite cour, division de pratique, chambre 31, au palais de justice, à Montréal, à 10.30 heures a. m., le 2 août prochain (1912), une requête demandant qu'il soit donné acte à la compagnie du dépôt de son titre et de l'indemnité tel que susdit, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs réclamations par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses de le faire.

L. D. GAREAU,
Député protonotaire C. S.
DESSAULLES & GARNEAU,
Procureurs de la compagnie.
Montréal, 21 juin 1912.

2565-2

incorporated by an act of the Parliament of Canada, having its chief office in the village of Saint Joseph de Soulanges (Cèdres), district of Montreal, being an acceptance of the compensation of \$2,000 to be paid by the said company to the said Odilon Levac, proprietor, pursuant to the notice of expropriation served upon him on the 24th June, 1911, in this case, by the said company in virtue of its charter 4 Edward VII, chap. 65 (Canada), as amended by 8-9 Edward VII, chap. 71 (Canada), which compensation was agreed upon by the parties after the beginning of the expropriation proceedings in reference to the following immoveable property, to wit :

A piece of land situate in the village of Saint Joseph de Soulanges, also called village of Cedars, in the county of Soulanges, district of Montreal, of an irregular shape, forming part of lot number two hundred and twenty three (223), of the official plan and book of reference of said village ; bounded towards the north by the public road, towards the east and towards the south by other parts of said lot number two hundred and twenty three (223), belonging to the heirs de Beaujeu, towards the west by another part of said lot number two hundred and twenty three (223), belonging to Dame Canut Laboursadière, the said piece of land measuring fifty seven feet (57') in width in front by fifty feet and eighty hundredths (52.80) in rear and one hundred feet (100') in depth in the eastern line by one hundred and two feet (102') in the western line, the whole english measure, and one hundred and fifty thousandths of an arpent (0.150) in area, the whole as shown by a green colored border on the plan annexed to the notice of expropriation made by L. Stanislas Pariseau, A. G. P., the said immoveable having been in the possession of the said Odilon Levac, as owner, during the last three years ; that the said company has moreover deposited in the said office the sum of \$2,091.00, amount of the said compensation agreed, with six months' interest and the tax and prothonotary's fee on the monies deposited ; and every person claiming any lien, privilege, mortgage or hypothec on the said immoveable immediately before the registration of the said notice of expropriation of the deed of acceptance and of the declaration of the deposit of said compensation by the said company by which the said company has become owner of the said immoveable property and which constitute its title under the provisions of the Railway Act of Canada, are notified that there shall be presented to the said court, practice division, room 31, at the court house, Montreal, at 10.30 o'clock a. m., on the 2nd August next, (1912), a petition praying that act be given to the company of the deposit of its title and of the compensation as aforesaid ; and that unless their claims be such that the registrar is bound under the provisions of the code of civil procedure to mention them in his certificate to be filed in such case, they are required to serve their claims in writing and to file them in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they shall be forever foreclosed from so doing.

L. D. GAREAU,
Deputy prothonotary, S. C.
DESSAULLES & GARNEAU,
Attorneys for the company.
Montreal, 21st June, 1912.

2566

Licitations

Avis est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le quatorzième jour de mai 1912, dans une cause où Joseph Bélanger, du canton de Compton, dans le dit district, cultivateur, est demandeur, et Mathilda Bélanger, du canton de Saint-Edwidge de Clifton, dans le district de Saint-François, épouse d'Edouard Gosselin alias Alec Spink, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée par son dit mari et le dit Edouard Gosselin à l'effet des présentes; Nancy Bélanger, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, épouse d'Alec Hauver, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée par son dit mari et le dit Alec Hauver, à l'effet des présentes; Léonard Bélanger, d'Orléans, dans l'Etat du Vermont, E. U. A.; Richard Bélanger, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François; George Washington Bélanger, ci-devant résidant dans le district de Saint-François, mais maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique; John Mason Filtotson, de Saint-Johnsbury, dans l'Etat du Vermont; E. U. A.; Julia Elvina Boudreau, de Lowell, dans l'Etat de Massachusetts, E. U. A., épouse de Michael Golden, du même lieu, dûment autorisée par son dit mari et le dit Michal Golden à l'effet des présentes; Frances Jane Boudreau, de la cité de Lowell, épouse de Joseph Boucher, du même lieu, dûment autorisée par son dit mari et le dit Joseph Boucher à l'effet des présentes; Charles J. Boudreau alias Grand, de la dite cité de Lowell; Henrietta Boudreau, de la dite cité de Lowell, veuve de feu John Mara, en son vivant du même lieu; Hiram L. Boudreau, de la dite cité de Lowell; Ella V. Boudreau, de Uxbridge, dans l'Etat de Massachusetts, E. U. A., épouse de J. R. Andrews, du même lieu, vétérinaire, dûment autorisée par son dit mari et le dit J. R. Andrews à l'effet des présentes; Marguerite Bélanger, de Pawtucket, dans l'Etat de Rhode Island, E. U. A., veuve de feu Joseph Lamoureux; Alexis Lemaire de Pawtucket susdit, R. I.; Louis Lemaire, de Newport, dans l'Etat du Vermont, E. U. A.; Moses Lamaire et Michel Lamaire, ci-devant résidant dans le district de Saint-François, mais maintenant absents aux Etats-Unis d'Amérique; Lewis Shevenell, George Shevenell, Joseph Shevenell, John Shevenell, tous de Biddeford, Maine, E. U. A.; Israël Shevenell, de Portsmouth dans l'Etat du New Hampshire, E. U. A.; Caroline Chevenell, de Lowell Mass., susdit, veuve d'un nommé Pellerin; Julia Shevenell, de Pawtucket, susdit, R. I., épouse d'Arthur Landry, du même lieu, dûment autorisée par son dit mari et le dit Arthur Landry à l'effet des présentes; Mary Shevenell, de Biddeford susdit, Maine, épouse d'Emile Lévesque, du même lieu, dûment autorisée par son dit mari et le dit Emile Lévesque à l'effet des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit:

1. Ce certain morceau de terre située au township de Barford, dit district, connu et désigné comme étant le quart Est de la moitié Sud du lot numéro seize dans le onzième rang du dit township de Barford, supposé contenir vingt-cinq acres de terre plus ou moins, avec l'allowance usuelle pour les chemins publics. Ce morceau de terre est maintenant connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Barford sous le numéro seize A.

Licitations

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Sherbrooke in the district of Saint Francis the fourteenth day of May, 1912, in a cause in which Joseph Bélanger of the township of Compton, in said district, farmer, is Plaintiff and Mathilda Bélanger of the township of Saint Edwidge de Clifton in the district of Saint Francis, wife of Edouard Gosselin, alias Alec Spink of the same place, farmer, duly authorized by her said husband and the said Edouard Gosselin for the purpose of such authorization; Nancy Bélanger of the township of Clifton in the district of Saint Francis, wife of Alec Hauver of the same place, farmer, duly authorized by her said husband, and the said Alec Hauver for the purpose of such authorization; Leonard Bélanger, of Orleans in the state of Vermont, U. S. A., Richard Bélanger of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, George Washington Bélanger, formerly a resident in the district of Saint François, but now an absentee in the United States of America, John Mason Tillotson, of Saint Johnsbury in the State of Vermont, U. S. A., Julia Elvira Boudreau of Lowell in the State of Massachusetts, U. S. A., wife of Michael Golden of the same place, duly authorized by her said husband and the said Michael Golden for the purpose of such authorization; Frances Jane Boudreau of the said city of Lowell, wife of Joseph Boucher of the same place, duly authorized by her said husband and the said Joseph Boucher for the purpose of such authorization; Charles J. Boudreau alias Grand of the said city of Lowell; Henrietta Boudreau of the said city of Lowell, widow of the late John Mara, in his lifetime of the same place; Hiram L. Boudreau of the city of Lowell; Ella V. Boudreau of Uxbridge in the State of Massachusetts, U. S. A., wife of J. R. Andrews of the same place, veterinary surgeon, duly authorized by her said husband and the said J. R. Andrews for the purpose of such authorization; Marguerite Bélanger of Pawtucket, in the State of Rhode Island, U. S. A. widow of the late Joseph Lamoureux; Alexis Lemaire, of said Pawtucket, R. I.; Louis Lamaire, of Newport in the State of Vermont, U. S. A., Moses Lamaire and Michel Lamaire, formerly residents in the district of Saint Francis, but now absentees in the United States of America; Lewis Shevenell, George Shevenell, Joseph Shevenell, John Shevenell all of Biddeford, Maine, U. S. A., Israël Shevenell of Portsmouth in the State of New Hampshire U. S. A.; Caroline Shevenell of said Lowell, Mass, widow of one Pellerin; Julia Shevenell of said Pawtucket, R. I., wife of Arthur Landry of the same place, duly authorized by her said husband and the said Arthur Landry for the purpose of such authorization; Mary Shevenell of said Biddeford, Maine, wife of Emile Lévesque of the same place duly authorized by her said husband and the said Emile Lévesque for the purpose of such authorization, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows:

1. That certain piece of land situated in the township of Barford in the said district known and designated as being the east quarter of the south half of lot number sixteen in the eleventh range of the said township of Barford, supposed to contain twenty-five acres of land more or less with the usual allowance for public highways, which piece of land is now known on the cadastral plan and book of reference of the said township of Barford as sixteen A.

2. Ce morceau de terre connu et désigné comme étant soixante-dix-sept acres et demi à être détachés du bout Nord de la moitié sud du lot numéro quinze dans le onzième rang du dit township de Barford avec l'allocation ordinaire pour les chemins publics et toutes les bâtisses et améliorations dessus faites, circonstances et dépendances.

Ce morceau de terre est maintenant connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Barford, sous le numéro quinze B.

3. Un autre morceau de terre sis et situé au dit township de Barford faisant partie du lot numéro dix-sept dans le rang dix du dit township de Barford décrit comme suit :

Commencant à un poteau sur le côté est du chemin divisant le township de Barnston du township de Barford, vers le sud, cent cinquante-trois pieds du coin sud-ouest d'un terrain appartenant au Rev. J. B. Chartier sur le dit lot dix-sept, de là, vers l'Est sur le côté sud d'un chemin projeté quatre rods à un poteau, de là vers le sud parallèle avec la ligne de division des dits townships sept rods, de là vers l'Ouest parallèle avec la ligne en premier lieu mentionnée quatre rods au côté est du chemin en premier lieu mentionné, de là sur quatre rods au point de départ, contenant vingt-huit rods en superficie,—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus faites et érigées, circonstances et dépendances.

Ce morceau de terre est maintenant connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Barford comme lot numéro seize 16.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le LIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

W. L. SHURTLEIFF,

Procureur du demandeur.

Coaticook, 6 juillet 1912. 2731

[Première publication, 13 juillet 1912].

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal dans le district de Montréal, le 26ième jour de juin 1912, dans une cause dans laquelle Maderic Durand, forgeron, de la cité de Montréal, est Demandeur, et Omer Durand, du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à Albert Durand, Paul Emile Durand, René Durand, enfants mineurs issus du mariage de feu François-Xavier Durand et de feue Dame Delima Roy et Stanislas Demontigny, du même lieu, en sa qualité de tuteur à Adélar Durand, Annette Durand, Berthe Durand et Sylva Durand, enfants mineurs nés du mariage de feu François-Xavier Durand et Dame Xilda Demontigny, sont Défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir :

(a) Un lot de terre connu et désigné comme étant le numéro quatre cent trente huit, de la subdivision du lot numéro sept (7-438), sur les plan et livre de renvoi officiels du village de la côte Saint-Louis—avec toutes les bâtisses y érigées.

2. That certain piece of land known and designated as being seventy-seven acres and a half to be detached from the north end of the south half of lot number fifteen in the eleventh range of the said township of Barford with the ordinary allowance for public highways and all the buildings and improvements thereon made, circumstances and dependencies which piece of land is now known and designated on the cadastral plan and book of reference of the said township of Barford as fifteen B.

3. Another piece of land being and situated in the said township of Barford forming part of lot No. 17 in the tenth range of the said township of Barford described as follows :

Commencing at a post upon the east side of the road dividing the township of Barnston from the township of Barford towards the south one hundred and fifty three feet from the south corner of a lot belonging to the Rev. J. B. Chartier upon the said lot seventeen, thence towards the east upon the south side of a projected road four rods to a post thence towards the south parallel with the division line of the said township seven rods, thence towards the west parallel with the line firstly mentioned four rods to the east side of the road first mentioned; thence south four rods to the point of departure, containing 28 rods in superficies with all the buildings and improvements thereon made and erected, circumstances and dependencies, which piece of land is now known on the cadastral plan and book of reference of the said township of Barford as lot number sixteen 16.

The immoveables herein above described will be put at auction and adjudged to the highest and last bidder on the TENTH day of SEPTEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon sitting the court in the court house, in the city of Sherbrooke, in said district, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

W. L. SHURTLEIFF,

Attorney for Plaintiff.

Coaticook, 6th July, 1912. 2732

[First published, 13th July, 1912].

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 26th day of June, 1912, in a cause in which Maderic Durand, blacksmith, of the city of Montreal, is Plaintiff, and Omer Durand, of the same place, both personally and his capacity of tutor to Albert Durand, Paul Emile Durand, René Durand, minor children issue of the marriage of François Xavier Durand and Dame Delima Roy, and Stanislas Demontigny, of the same place, both personally and his capacity of tutor to Adélar Durand, Annette Durand, Berthe Durand and Sylva Durand, minor children issue of the marriage of François Xavier Durand and Dame Xilda Demontigny, are Defendants, ordering the licitation of the immoveable properties as follows, to wit :

(a) A lot of land known and designated under number four hundred and thirty-eight, of the subdivision lot number seven (7-438) on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—and with the buildings thereon erected.

(b) Deux lots de terre connus et désignés comme étant le numéro deux cent quatre-vingt-quatre et deux cent quatre-vingt-cinq, de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489-284 et 285), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIEME jour de JUILLET 1912, à DIX heures et demie de l'avant midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, de Montréal, chambre No 31; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats du demandeur.

Montréal, 26 juin 1912. 2619-2
[Première publication, 29 juin 1912.]

(b) Two lots of land known and designated under numbers two hundred and eighty-four and two hundred and eighty-five, of the official subdivision of lot number four hundred and eighty-nine (489-284 and 285), on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet.

The immovables hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of JULY next, 1912, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon, sitting the court, in room No. 31, on the court house of the city of Montreal; subject to the conditions of the judgment herein authorizing the sale, and subject to the charges and conditions mentioned in the specifications deposited in the prothonotary's office of said court; and the opposition to annul, to secure charges and to withdraw from said licitation, must be deposited in the prothonotary's office of said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and opposition for payment shall be filed during the six days after the adjudication; and being the parties in default of filing said opposition in the delays mentioned in those presents, they will be foreclosed from so doing.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th June, 1912. 2620
[First published, 29th June, 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLICO est par le présent donné que le TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } EPHREM POULIN, Deman-
No 589. } deur; contre SYLVESTRE
TALBOT, Défendeur.

Une maison appartenant au défendeur et située sur une terre appartenant à Odilon Poulin, de la paroisse de Saint-Théophile, le dit terrain portant le No quarante-huit, du huitième rang de Jersey, de la paroisse de Saint-Théophile, district de Beauce.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le VINGT-QUATRIEME jour de JUILLET prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 18 juin 1912. 2477.2
[Première publication, 22 juin 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } JOS. EMERY POULIN, De-
No 652. } mandeur; contre FORTU-
NAT QUIRION, Défendeur.

1 La partie sud du lot numéro soixante (60), contenant environ 67 acres en superficie, et les lots numéros soixante-un et soixante-deux (61 et 62), sujet à la coupe de bois vendu du rang quatre, de Jersey, Saint-Théophile—circonstances et dépendances.

2° La partie nord-ouest du lot numéro trente-quatre F (34F), du premier rang de Jersey, Saint-Martin, contenant environ un demi (½) arpent en superficie, et ainsi borné en front au chemin public, à la profondeur, à la rivière Chaudière, au nord à Thomas Roy, et au sud à Georges Maheux—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } EPHREM POULIN, Plaintiff;
No. 589. } against SYLVESTRE TAL-
BOT, Defendant.

A house belonging to the defendant and situate on a land belonging to Odilon Poulin, of the parish of Saint Théophile, the said lot bearing the No. 48, of the eighth range of Jersey, of the parish of Saint Théophile, district of Beauce.

To be sold at the church door of the parish of Saint Théophile, on the TWENTY FOURTH day of JULY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 18th June, 1912. 2478
[First published, 22nd June, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } JOS. EMERY POULIN, Plain-
No. 652. } tiff; against FORTUNAT
QUIRION, D. fendant.

1. The south part of lot number sixty (60), containing about 67 acres in superficies, and the lots numbers sixty one and sixty two (61 and 62), subject to the timber cut sold of range four of Saint Théophile de Jersey—circumstances and dependencies.

2. The north west part of lot number thirty four F (34 F), of the first range of Saint Martin de Jersey, containing about one half (½) arpent in superficies, and thus bounded in front by the public road, on the depth by the Chaudière river, on the north by Thomas Roy, and on the south by Georges Maheux—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Saint-Martin, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. VITAL NADEAU,
Bureau du shérif, Député shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 18 juin 1912. 2513.2
[Première publication, 22 juin 1912.]

Saint Martin, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. VITAL NADEAU,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Saint Joseph Beauce, 18th June, 1912. 2514
[First published, 22nd June, 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donne que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } ANGUS CAZA, De-
District de Beauharnois. } mandeur ; vs LE
No 2143. } CLUB DE CHASSE
ET DE PECHE " LE SALABERRY ", Défen-
deur.

Comme appartenant au défendeur :
Les bâtisses seulement érigées sur l'immeuble ci-après décrit, savoir :
Les bâtisses seulement érigées sur le morceau de terre sis et situé dans le lac Saint-François, dans le comté Huntingdon, district de Beauharnois, et désigné comme suit : L'île No 10, contenant deux acres, plus ou moins, située dans le dit lac Saint-François, vis-à-vis le premier rang du canton de Godmanchester, propriété du demandeur.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet, comté de Huntingdon, VENDREDI, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain 1912, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

JEAN BTE D'AMOUR,
Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 10 juillet 1912. 2815
[Première publication, 13 juillet 1912].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } JAMES FERRY,
District de Beauharnois. } Demandeur ; contre
No 2015. } HUGH RICHARD
KENNEDY ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs :
Une partie de terre connue et désignée comme lot numéro cent quatre-vingt-six E (186E), des p'an et livre de renvoi officiels du canton de Hemmingford, dans le cinquième rang des terres octroyées dans le dit canton, contenant vingt-six acres, trois verges et vingt-six perches ; borné au sud par le quatrième rang des dites terres octroyées, au nord par le chemin public, à l'est d'un côté et à l'ouest de l'autre côté par J. A. V. Amirault, N. P.

Un morceau de terre étant la partie nord de ce lot connu et désigné sur les dits plan et livre de renvoi officiels, sous les numéros cent quarante-neuf D (149D), dans le quatrième rang des dites terres octroyées dans le dit canton, contenant (le dit morceau) cinquante-quatre acres et deux perches ; borné au sud par le résidu du lot numéro 149d, au nord par le dit cinquième rang, à l'est par Dame Mary Jane Eaman, et à l'ouest par l'étendue de terre ci-après décrite—avec maison, grange, étables et autres bâtisses sus-érigées.

Un autre morceau de terre étant aussi la partie nord de ce lot connu et désigné sur les susdits plan et livre de renvoi officiels, comme lot numéro cent cinquante A (150A), dans le dit quatrième rang des dites terres octroyées, mesurant trente-six chaînes et neuf chaînons de longueur du nord au sud, par

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, } ANGUS CAZA,
District of Beauharnois, } Plaintiff ; vs
No. 2143. } LE CLUB DE CHASSE
SE ET DE PECHE " LE SALABERRY ", De-
fendant.

As belonging to the defendant :
The buildings only erected on the immovable hereinafter described, to wit :
The buildings only erected on the piece of land being and situate in Lake Saint Francis, in the county of Huntingdon, district of Beauharnois, and designated as follows : Island No. 10, containing two acres, more or less, situate in the said Lake Saint Francis, opposite the first range of the township of Godmanchester, the property of the plaintiff.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Anicet, county of Huntingdon, on FRIDAY, the SIXTEENTH day of AUGUST next, 1912, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE. D'AMOUR,
Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 10th July, 1912. 2816
[First published, 13th July, 1912].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, } JAMES FERRY,
District of Beauharnois. } Plaintiff ; against
No. 2015. } HUGH RICHARD
KENNEDY ET AL Defendants.

As belonging to the defendants :
A portion of land known and designated as lot number one hundred and eighty six E (186 E), of the official plan and book of reference for the township of Hemmingford, in the fifth range of the granted lands in the same townships, containing twenty six acres, three rods and twenty six perches ; bounded to the south by the fourth range of the same granted lands, to the north by the public road, to the east on one side and to the west on the other side by J. A. V. Amirault, N. P.

A parcel of land being the north part of that lot known and designated on the said official plan and book of reference, as number one hundred and forty nine D (149D), in the fourth range of the said granted lands in the said township, containing (said parcel) fifty four acres and two perches ; bounded to the south by the residue of the lot (No. 149d, to the north by the said fifth range, to the east by Dame Mary Jane Eaman, and to the west by the track of land hereafter described—with a dwelling house, barn, stables and other buildings thereon erected.

Another piece of land being also the north part of that lot known and designated on the aforesaid official plan and book of reference, as lot number one hundred and fifty A (150A), in the said fourth range of the said granted lands, measuring thirty six chains and nine links in length from north and

six chaînes et six chaînons de largeur de l'est à l'ouest; borné au sud par le résidu de ce lot numéro cent cinquante A, au nord par le dit cinquième rang, à l'ouest par Octave Filion, junior, et à l'est par le morceau de terre en deuxième lieu lieu ci dessus décrit.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Romain de Hemmingford. VENDREDI, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain 1912, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valfield, 18 juin 1912. 2479.2
[Première publication, 22 juin 1912].

south by six chains and six links in width from east to west; bounded to the south by the residue of that lot No. one hundred and fifty A, to the north by the said fifth range, to the west by Octave Filion, junior, and to the east by the piece of land secondly above described.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Romain de Hemmington, on FRIDAY, the TWENTY SIXTH day of JULY next, 1912, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 18th June, 1912. 2480
[First published, 22nd June, 1912.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Saguenay, à savoir : } LA BANQUE NATIONALE; vs ETIENNE HOUDE, de l'Anse Saint-Jean.

Les lots connus et désignés sous les numéros 24A et 24B du premier rang, au cadastre officiel du canton Saint-Jean; bornés à l'ouest par le lot numéro 23, appartenant à Thomas Simard, et à l'est par le numéro 26, appartenant à Hermel, Dosithé, Domitien et Thomas Bouchard, et en front à la rivière Saint-Jean, et en arrière par les "crans", comprenant environ 80 acres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Anse Saint-Jean, le TREIZIEME jour d'AOUT, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 8 juillet 1912. 2773
Première publication, 13 juillet 1912.]

FIERI FACIAL DE TERRIS.

Chicoutimi, à savoir : } LA VILLE DE CHICOUTIMI; vs DAME ADELAIDE RICHARD.

Tout ce lopin de terre ou emplacement, comprenant d'après le cadastre officiel pour le quartier est de la ville de Chicoutimi, les lots numéros 142 et 142A, lequel est borné au sud-est par le terrain réservé pour la rue Bégin, au nord-ouest par le terrain de François Tremblay (Romaine), au sud-ouest par le terrain de Joseph Gauthier, et au nord-est par la rue Verchère—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice de Chicoutimi, le QUATORZIEME jour d'AOUT, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 9 juillet 1912. 2809
[Première publication 13 juillet 1912.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } LA VILLE DE CHICOUTIMI; contre LEANDRE TREMBLAY.

Tout ce lopin de terre ou emplacement mesurant 45 pieds de largeur sur une profondeur d'environ 155 pieds, formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous le numéro 204, lequel est borné vers le nord et vers l'est par le terrain de la Cie du chemin de fer de Québec et Lac St-Jean, vers le sud par le terrain réservé pour la rue Racine, et vers l'ouest par le terrain de Adélard Leclerc—avec ensemble les

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Saguenay, to wit : } LA BANQUE NATIONALE; vs ETIENNE HOUDE, of l'Anse Saint Jean.

The lots known and designated under the numbers 24 A and 24 B of the first range on the official cadastre of the township Saint Jean; bounded on the west by the lot number 23, belonging to Thomas Simard, and on the east by the number 26, belonging to Hermel, Dosithé, Domitien and Thomas Bouchard, and in front by the Saint John river, and in the rear by the "crans", comprising about 80 acres.

To be sold at the church door of the parish of l'Anse Saint Jean, on the THIRTEENTH day of APRIL, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 8th July, 1912. 2774
[First published, 13th July, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, to wit : } LA VILLE DE CHICOUTIMI; vs DAME ADELAIDE RICHARD.

All that certain parcel of land or emplacement comprising according to the official cadastre for the east ward of the town of Chicoutimi, the lots numbers 142 and 142A, being bounded on the south east by the land reserved for Bégin street, on the north west by the land of François Tremblay (Romaine), on the south west by the land of Joseph Gauthier, and on the north east by Verchère street—with buildings and dependencies.

To be sold at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the FOURTEENTH day of AUGUST, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 9th July, 1912. 2810
[First published, 13th July, 1912.]

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit : } LA VILLE DE CHICOUTIMI; vs LEANDRE TREMBLAY.

To whole of that certain parcel of land or emplacement measuring 45 feet in width by a depth of about 155 feet, forming part of the lot known and designated on the official cadastre of the town of Chicoutimi, under the number 204, which is bounded on the north and east by the land of the Quebec & Lake Saint John Railway, on the south by the land reserved for Racine street, and on the west by the land of Adélard Leclerc—together with the buildings

bâtisses dessus érigées et autres dépendances ; aussi le droit à perpétuité à un chemin de huit pieds de largeur le long du plan ouest de la maison et jusqu'à dix pieds en arrière d'icelle, aussi le droit de faire déborder le toit de la maison susmentionnée jusqu'au milieu du dit chemin et de laisser et mettre des ouvertures du côté ouest de cette maison, lors même qu'elle est actuellement érigée sur la limite de ce chemin.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice de Chicoutimi, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Chicoutimi, 18 juin 1912. [Première publication, 22 juin 1912].

Shérif. 2509-2

thereon erected and other dependencies, also the right in perpetuity in a road eight feet in width on the western side of the house and running ten feet in the rear of same, also the right to project the roof of the above mentioned house to the middle of the said road and to leave and put openings on the western side of the said house, even though it be actually erected on the border of the said road.

To be sold at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the TWENTY-THIRD day of JULY, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, 18th June, 1912. [First published, 22nd June, 1912]

EDM. SAVARD,

Sheriff. 2510

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **A DELARD SAINT-JEAN**,
No 6124 } mouleur, Demandeur ;
contre **EMILIE DEUDONNE BERTHOLET**,
Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Thomas, dans le district de Joliette, connue et désignée sous le numéro (172) cent soixante-et-douze, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, contenant trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, et bâtie d'une grange, d'une maison et dépendances.

Une terre située au même lieu, connue et désignée sous le numéro (126) cent vingt-six, des dits plan et livre de renvoi officiels du susdit cadastre, contenant trois arpents de front sur treize arpents de profondeur—sans bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, le QUATORZIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Joliette, 22 juin 1912. La publication du 29 juin 1912 est nulle. [Première publication, 13 juillet 1912.]

Shérif. 2577

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. — District of Joliette.

Joliette, to wit : } **A DELARD ST. JEAN**,
No. 6124. } moulder, Plaintiff ;
against **EMILIE D'EUODONNE BERTHOLET**,
Defendant.

1. A farm situate in the parish of Saint Thomas, in the district of Joliette, known and designated under the number one hundred and seventy two, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Thomas, containing three arpents in front by twenty arpents in depth, —with a barn, house and dependencies thereon.

2. A farm situate at the same place, known and designated under the number one hundred and twenty six (126), on the said official plan and book of reference of the aforesaid cadastre, containing three arpents in front by thirteen arpents in depth —without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas, on the FOURTEENTH day of the month of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Joliette, 22nd June, 1912. The publication of the 29th June, 1912, is null. [First published, 13th July, 1912.]

Sheriff. 2578

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **THE ROYAL BANK OF**
No 623. } **CANADA**, Demanderesse ;
contre **JEAN-BAPTISTE ROBITAILLE**, Défendeur.

1° Le lot de terre No cinq (No 5), du cinquième rang du canton Joliette, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

2° Le lot de terre No six (No 6), du cinquième rang du canton Joliette, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

3° Le lot de terre No sept (No 7), du cinquième rang du canton Joliette, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

4° Le lot de terre No treize (No 13), du cinquième rang du canton Joliette, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

5° Le lot de terre No seize (16), du cinquième rang du canton Joliette, du cadastre officiel de la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Joliette.

Joliette, to wit : } **THE ROYAL BANK OF**
No. 623. } **CANADA**, Plaintiff ; against
JEAN BAPTISTE ROBITAILLE, Defendant.

1. The lot of land number five (No. 5), of the fifth range of the township of Joliette, of the official cadastre of the parish of Sainte Emélie de l'Energie —with the buildings there may be erected thereon.

2. The lot of land number six (No. 6), of the fifth range of the township of Joliette, of the official cadastre of the parish of Sainte Emélie de l'Energie —with the buildings there may be erected thereon.

3. The lot of land number seven (No. 7), of the fifth range of the township of Joliette, of the official cadastre of the parish of Sainte Emélie de l'Energie —with the buildings there may be erected thereon.

4. The lot of land number thirteen (No. 13), of the fifth range of the township of Joliette, of the official cadastre of the parish of Sainte Emélie de l'Energie—with the buildings there may be erected thereon.

5. The lot of land number sixteen (No. 16), of the fifth range of the township of Joliette, of the

paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 9 juillet 1912. 2803
[Première publication, 13 juillet 1912].

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District d'Arthabaska, } **L**A FONDERIE DE
No 313. } PLESSISVILLE, Demanderesse; vs HYACINTHE DUMONT, Défendeur.

Une maison, une boutique de forge et un hangar avec une laiterie, le tout construit sur un emplacement de vingt-cinq pieds par soixante pieds, plus ou moins, situé aux encoignures nord-est et sud-est de la route de Cacouna avec le chemin dit "Chemin du village de la Plaine", faisant partie, le dit emplacement, du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la paroisse de Saint-Arsène, sous le numéro trois cent deux (p. No 302), appartenant, le dit emplacement à Sr. Joseph Castonguay, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Arsène, qui l'a loué au défendeur, par bail sous seing privé, à raison de six piastres par année.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Arsène, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET 1912, à TROIS heures de l'après-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 19 juin 1912. 2517-2
[Première publication, 22 juin 1912].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska, } **H**ILAIRE BEAUPRÉ,
No 4913. } Demandeur; contre
JOSEPH SEVIGNY, Défendeur.

1° Le lot de terre No 50, du rang sud, du canton Whitworth, comté de Témiscouata, au cadastre officiel du dit rang du dit canton, avec le résidu du dit lot de terre, contenant en tout, le dit lot avec le dit résidu, une superficie d'environ 118 acres;

2° Le lot de terre No 51, du dit rang du dit canton Withworth, au cadastre du dit rang du dit canton, avec le résidu du dit lot, contenant en tout les dits lot et résidu, une superficie totale de 127 acres, plus ou moins;

3° Le lot de terre No 52, du dit rang du dit canton Withworth, au cadastre officiel du dit rang du dit canton, avec le résidu du dit lot, contenant en tout les dits lot et résidu, une superficie totale de 134 acres, plus ou moins;

4° Le lot de terre No 53, du dit rang du dit canton Withworth, au cadastre officiel du dit rang du dit canton, avec le résidu du dit lot, contenant en tout les dits lot et résidu une superficie totale de 128 acres, plus ou moins;

5 Le lot de terre No 54, du dit rang du dit canton Withworth, au cadastre officiel du dit rang du

official cadastre of the parish of Sainte Emélie de l'Energie—with the buildings there may be erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Emélie de l'Energie, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 9th July, 1912. 2804
[First published, 13th July, 1912.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Athabaska, } **L**A FONDERIE DE
No. 313. } PLESSISVILLE, Plaintiff; vs HYACINTHE DUMONT, Defendant.

A house, a blacksmith's shop and a shed with a dairy, the whole erected on an emplacement of twenty five feet by sixty feet, more or less, situate on the north east and south east corners of the Cacouna road with the road called "Chemin du village de la Plaine", the said emplacement forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Témiscouata, for the parish of Saint-Arsène, under the number three hundred and two (p. No. 302), the said emplacement belonging to Sr. Joseph Castonguay, farmer, of the parish of Saint-Arsène, who rented it to the defendant by private lease for six dollars per annum.

To be sold in one lot, at the church door of the parish of Saint-Arsène, on the TWENTY SIXTH day of JULY, 1912, at THREE o'clock in the afternoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Fraserville, 19th June, 1912. 2518
[First published, 22nd June, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska, } **H**ILAIRE BEAU-
No. 4913. } PRE, Plaintiff;
against JOSEPH SEVIGNY, Defendant.

1. The lot of land No. 50, of the south range of the township Whitworth, county of Témiscouata, on the official cadastre of the said range of the said township, with the residue of the said lot of land, containing in all the said lot with the said residue, a superficies of about 118 acres;

2. The lot of land No. 51, of the said range of the said township Whitworth, on the cadastre of the said range of the said township, with the residue of the said lot, the said lot and residue containing in all a total superficies of 127 acres, more or less;

3. The lot of land No. 52, of the said range of the said township Whitworth, on the official cadastre of the said range of the said township, with the residue of the said lot, the said lot and residue containing in all a total superficies of 134 acres, more or less;

4. The lot of land No. 53, of the said range of the said township Whitworth, on the official cadastre of the said range of the said township, with the residue of the said lot, the said lot and residue containing in all a total superficies of 128 acres, more or less;

5. The lot of land No. 54, of the said range of the said township Whitworth, on the official cadastre of

dit canton, avec le résidu du dit lot, contenant en tout les dits lot et résidu une superficie totale de 137 acres, plus ou moins—avec toutes les bâtisses quelconques qu'il y a sur les dits lots de terre, circonstances et dépendances ;

Tous les lots de terre ci-dessus sont bornés au nord-est au vieux Chemin du Lac, au nord à Paul Dionne, au sud à Fraser et Mathewson (F. & M. Lumber Co.), et au sud-ouest au fronteau des dits lots de terre.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 17 juin 1912. 2483-2
[Première publication, 22 juin 1912.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir : } IN RE DAME E. A.
No 111. } GUIMONT, failli ; et
J. A. LARUE et EUG. TRUDEL, curateurs.
No. 1.

A.—Un certain immeuble situé dans le premier rang du Cap St-Ignace, faisant partie du lot cadastral numéro cent trente-deux (132), formant une contenance superficielle d'environ quatre arpents ; borné au nord partie par Olive Gagné, partie par Alfred Fortin, à l'ouest partie par la route publique, partie par Edmond Morin, Joseph Richard *et al.*, au sud par Pierre Morin, et à l'est par Auguste Bernier—avec ensemble les bâtisses dessus construites.

B.—Un petit terrain faisant encore partie du dit lot numéro cent trente-deux (132), largeur de vingt-sept pieds du nord jusqu'au terrain ci-dessus décrit à l'est ; borné au nord par Joseph Bernier, au sud par Olive Gagné.

No 2

Un immeuble situé en le premier rang du dit Cap Saint-Ignace, faisant partie du lot cadastral numéro cent quarante-deux (142), formant environ cinquante perches en superficie ; borné au sud par Pierre Morin, à l'est par la dite route publique, au nord-est par Jos. Sylvestre, au sud-ouest par G. P. Bernier—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Cap Saint-Ignace, en deux lots séparés ; les lots décrits en premier lieu par A et B, vendus comme un seul lot, le lot décrit sous le No deux en deuxième lieu décrit vendu seul, le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain 1912, à ONZE heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 10 juillet 1912. 2817
[Première publication, 13 juillet 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir : } ALPHONSE BOUTIN,
No 129. } marchand, Montmagny, Demandeur ; contre ANDRE BEAUDOUIN, autrefois du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

the said range of the said township, with the residue of the said lot, the said lot and residue containing in all a total superficies of 137 acres, more or less—with all the buildings whatsoever there may be on the said lots of land, circumstances and dependencies ;

The whole of the above lots of land are bounded on the north east by the old Chemin du Lac, on the north by Paul Dionne, on the south by Fraser and Mathewson (F. & M. Lumber Co.), and on the south west by the fronteau of the said lots of land.

To be sold in one lot, at the church door of the parish of Saint Honoré, on the TWENTY FOURTH day of JULY, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Fraserville, 17th June, 1912. 2484
[First published, 22nd June, 1912.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : } IN RE DAME E. A. GUI-
No. 111. } MONT, insolvent ; and
J. A. LARUE and EUG. TRUDEL, curators.
No. 1

A.—A certain immoveable situate in the first range of Cap St. Ignace, forming part of cadastral lot number one hundred and thirty two (132), of a superficial area of about four arpents ; bounded on the north partly by Olive Gagné and partly by Alfred Fortin, on the west partly by the public road, partly by Edmond Morin, Joseph Richard *et al.*, on the south by Pierre Morin, and on the east by Auguste Bernier—together with the buildings erected thereon ;

B.—A little lot also forming part of the said lot number one hundred and thirty two (132), of a width of twenty seven feet from the north to the land hereabove described on the east ; bounded on the north by Joseph Bernier, on the south by Olive Gagné.

No. 2

An immoveable situate on the first range of the said Cap St. Ignace, forming part of cadastral lot number one hundred and forty two (142), of about fifty perches in superficies ; bounded on the south by Pierre Morin, on the east by the said public road, on the north east by Jos. Sylvestre, on the south west by G. P. Bernier—together with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Cap Saint Ignace, in two separate lots ; the lots firstly described by A and B to be sold as one lot, the lot described under the No. two secondly described to be sold alone, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 10th July, 1912. 2818
[First published, 13th July, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : } ALPHONSE BOUTIN,
No. 129. } marchand, Montmagny, Plaintiff ; against ANDRE BEAUDOUIN, formerly of the same place, and now of parts unknown, Defendant.

Un lot de terre étant le No huit cent trente, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Raphaël, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, 1912, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Montmagny, 19 juin 1912.
[Première publication, 22 juin 1912.]

GEO. ROY, Shérif.
515.2

A lot of land being the number eight hundred and thirty, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St. Raphael, county of Bellechasse—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Raphael, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Montmagny, 19th June, 1912.
[First published, 22nd June, 1912.]

GEO. ROY, Sheriff.
2516

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **M**ICHAEL GORMAN, No 2194. } des cité et district de Montréal, gentilhomme, Demandeur ; contre les terres et tènements de WILLIAM G. A. McDONALD, du même lieu, Défendeur.

Ce lot de terre faisant front sur la rue Fullum, et maintenant connu comme subdivision numéro cinq, sur la subdivision officielle du lot numéro quatorze cent soixante (1460-5), sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, dans la cité de Montréal, contenant vingt deux pieds six pouces de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec le droit de se servir de la ruelle en arrière en commun avec autres y ayant droit et avec les bâtisses et constructions sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, 10 juillet 1912.
[Première publication, 13 juillet 1912.]

L. J. LEMIEUX, Shérif.
2805

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **R**AYMOND EMARD, No 2794. } comptable, des cité et district de Montréal, et al, comme commanditaires et faisant affaires en société dans les cité et district de Montréal, comme marchands de bois, sous la raison sociale de "R. Emard & Cie, Demandeurs ; contre les terres et tènements de ALFRED DESAUTELES, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro seize cent soixante et quatorze (1674), de la subdivision du lot officiel connu et désigné sous le numéro cent soixante et douze (172), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, 10 juillet 1912.
[Première publication, 13 juillet 1912.]

L. J. LEMIEUX, Shérif.
2807

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **M**ICHAEL GORMAN, of No. 2194. } the city and district of Montreal, gentleman, Plaintiff ; against the lands and tenements of WILLIAM G. A. McDONALD, of the same place, Defendant.

That certain lot fronting on Fullum street, and now known as subdivision number five, on the official subdivision of lot number fourteen hundred and sixty (1460-5), on the official plan and book of reference of the Saint Mary's ward, in the city of Montreal, containing twenty two feet six inches in width by one hundred feet in depth, english measure, and more or less—with the wright of use of the lane in rear in common with others having rights therein and with the buildings and erections thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, 10th July, 1912.
[First published, 13th July, 1912.]

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
2806

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **R**AYMOND EMARD, No. 2794. } accountant, of the city and district of Montreal, et al, as silent partners and carrying on business together in partnership in the city and district of Montreal, as lumber merchants, under the firm name of "R. Emard & Cie.", Plaintiffs ; against the lands and tenements of ALFRED DESAUTELES, of the same place, Defendant.

A lot of land being and situate in Sainte-Marie ward, in the city of Montreal, known and designated under the number sixteen hundred and seventy four (1674), of the subdivision of the official lot known and designated under the number one hundred and seventy two (172) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, 10th July, 1912.
[First published, 13th July, 1912.]

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
2808

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **D.** McAVOY, avocat, de la
No 2953. } cité et du district de
Montréal, *et al*, Demandeurs ; contre **PLACIDE**
LAFRAMBOISE, de Cartierville, dit district, Dé-
fendeur.

1° Un terrain composé de deux lots de terre, situé dans le quartier Emard, de la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Hadley, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros deux cents et deux cent un, de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent trente (200-201-3930)

2° Un lot de terre situé dans le quartier Emard, de la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Hadley, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent quatre-vingt-deux, de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent trente (282-3930).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 19 juin 1912. 2523.2
[Première publication, 22 juin 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **H**ORMISDAS D E R A -
No 1500. } **G**ON, contre-maître,
des cité et district de Montréal, tant personnellement que pour autoriser son épouse, et Dame Véronique Champagne, du même lieu, épouse séparée des biens du dit Hormidas Deragon, Demandeurs ; contre **PINKAS HALLER**, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, comme lot officiel numéro cent trente-cinq (No 135), le dit lot faisant front sur l'avenue Coloniale, et contenant quarante pieds de front sur soixante et onze pieds de profondeur, mesure anglaise—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montréal, 18 juin 1912. 2481-2
[Première publication, 22 juin 1912.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **T**HE MUNRO & McINTOSH
No 2850. } **C**O. LIMITED, Deman-
dresse ; contre **JOSEPH O. GAUTHIER ET AL**,
Défendeurs, à savoir :

Saisies comme appartenant au dit Joseph O. Gauthier, défendeur.

1° La moitié indivise du tiers est du lot cent cinquante (150), de la paroisse de Sainte Angélique, dans le district d'Ottawa—avec bâtisses.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **D.** McAVOY, advocate, of
No. 2953. } the city and district of
Montreal, *et al*, Plaintiff ; against **PLACIDE LA-**
FRAMBOISE, of Cartierville, said district, De-
fendant.

1. A parcel of land composed of two lots situate in Emard ward, of the city of Montreal—with the buildings erected thereon ; bounded in front by Hadley street, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the numbers two hundred and two hundred and one, of the official subdivision of lot number three thousand nine hundred and thirty (200-201-3930).

2. A lot of land situate in Emard ward, of the city of Montreal—with the buildings erected thereon ; bounded in front by Hadley street, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number two hundred and eighty two, of the official subdivision of lot number three thousand nine hundred and thirty (282-3930).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 19th June, 1912. 2524
[First published, 22nd June, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **H**ORMISDAS DERAGON,
No. 1500. } **H** foreman, of the city and
district of Montreal, both personally and to authorize his wife, and Dame Veronique Champagne, of the same place, wife separated as to property of the said Hormidas Deragon, Plaintiffs ; against **PINKAS HALLER**, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, known and distinguished on the official plan and book of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste, as lot officiel number one hundred and thirty five (No. 135), said lot fronting on Colonial avenue, and containing forty feet in front by seventy one feet in depth, english measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 18th June, 1912. 2482
[First published, 22nd June, 1912.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **T**HE MUNRO & McINTOSH
No. 2850. } **C**O. LIMITED, Plaintiff ;
against **JOSEPH O. GAUTHIER ET AL**, Defend-
ants, to wit :

Seized as belonging to said Joseph O. Gauthier, defendant.

1. The undivided half of the east one-third of lot one hundred and fifty (150), of the parish of Sainte-Angélique, in the district of Ottawa—with buildings.

2° La moitié indivise du lot numéro cent cinquante et un (151), dans la dite paroisse de Sainte Angélique—avec bâtisses, situé sur la rue Saint Julien, dans le village de Papineauville.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte Angélique, à Papineauville, le TREIZIEME jour d'AOUT 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 8 juillet 1912. [Première publication, 13 juillet 1912.]

Shérif. 2763

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Ottawa, à savoir : } NAPOLEON ADELARD
No 2198. } MILLETTE, Deman-
deur ; contre L. A. ROBITAILLE, Défendeur, à
savoir :

Lot numéro douze (12), du premier rang du canton de Wakefield, dans le comté de Wright et district d'Ottawa—circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement dans la cité de Hull, le VINGT-QUATRIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 17 juin 1912. [Première publication, 22 juin 1912.]

Shérif. 2485.2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : } WILLIAMS & WILSON,
No 3936. } LIMITED, Demanderesse ;
contre FREDERICK DAVID, Défendeur, à savoir :

1° Un lopin de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf (9), du rang sud-est de la rivière Kiamika, dans le canton Campbell, district d'Ottawa, mesurant un arpent carré ; borné au nord-ouest par la rivière Kiamika, au nord-est par le lot de terre connu et désigné sous le numéro dix, des rang et canton susdits, au sud-ouest et au sud-est par le reste du dit lot numéro neuf.

2° Un lopin de terre faisant partie aussi du susdit lot numéro neuf (9), mesurant vingt-six pieds de largeur par cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné au nord-ouest par le lopin de terre ci-dessus décrit, au nord-est par le susdit lot de terre numéro dix, au sud-est et au sud-ouest par le reste du dit lot numéro neuf.

3° Un lopin de terre faisant aussi partie du dit lot numéro neuf (9), mesurant six pieds de largeur, par plus ou moins deux cent soixante-dix pieds de profondeur, s'étendant du lopin de terre en deuxième lieu ci-dessus décrit, au chemin public ; borné au nord-ouest par le dit lopin de terre ci-dessus décrit en deuxième lieu, au nord-est par le dit lot numéro dix, au sud-est par le chemin public, et au sud-ouest par le reste du dit lot numéro neuf.

4° Un lopin de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix (10), du rang sud-est de la rivière Kiamika, dans le dit canton Campbell, mesurant un arpent carré ; borné au nord-ouest par la rivière Kiamika, au sud-ouest par le lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf, des rang et canton susdits, au nord-est et au sud-est par le reste du dit lot numéro dix.

5° Un lopin de terre faisant aussi partie du susdit lot numéro dix (10), mesurant vingt-six pieds de largeur par cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné au nord-ouest par le lopin de terre ci-dessus en dernier lieu décrit, au sud-ouest par le susdit lot de terre numéro neuf, au sud-est et au nord-est par le reste du dit lot numéro dix.

2. The undivided half of lot number one hundred and fifty-one (151), in the said parish of Sainte Angélique—with buildings situate of Saint Julien street, in the village of Papineauville.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Angélique, at Papineauville, on the THIRTEENTH day of AUGUST, 1912, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 8th July, 1912. [First published, 13th July, 1912.]

Sheriff. 2754

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Québec.

Ottawa, to wit : } NAPOLEON ADELARD
No. 2198. } MILLETTE, Plaintiff ;
against L. A. ROBITAILLE, Defendant, to wit :

Lot number twelve (12), of the first range of the township of Wakefield, in the county of Wright and district of Ottawa—will all their circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY FOURTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 17th June, 1912. [First published, 22nd June, 1912.]

Sheriff. 2486

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Ottawa, to wit : } WILLIAMS & WILSON,
No 3936. } LIMITED, Plaintiff ; against
FREDERICK DAVID, Defendant, to wit :

1. A parcel of land forming part of the lot known and designated under the number nine (9), of the south east range of the Kiamika river, in the township Campbell, district of Ottawa, measuring one square arpent ; bounded on the north west by the Kiamika river, on the north east by the lot of land known and designated under the number ten, of the aforesaid range and township, on the south west and south east by the remainder of the said lot number nine.

2. A parcel of land forming part also of the aforesaid lot number nine (9), measuring twenty six feet in width by one hundred and ninety two feet in depth, english measure ; bounded on the north west by the parcel of land hereabove described, on the north east by the aforesaid lot of land number ten, on the south east and south west by the remainder of the said lot number nine.

3. A parcel of land forming also part of the said lot number nine (9), measuring six feet in width by more or less, two hundred and seventy feet in depth, reaching from the parcel of land hereabove secondly described, to the public road ; bounded on the north west by the said parcel of land hereabove secondly described, on the north east by the said lot number ten, on the south east by the public road, and on the south west by the remainder of the said lot number nine.

4. A parcel of land forming part of the lot of land known and designated under the number ten (10), of the south east range of the Kiamika river, in the said township Campbell, measuring one square acre ; bounded on the north west by the Kiamika river, on the south west by the lot of land known and designated under the number nine of the aforesaid range and township, on the north east and south east by the remainder of the said lot number ten.

5. A parcel of land forming also part of the aforesaid lot number ten (10), measuring twenty six feet in width by one hundred and ninety two feet in depth, english measure ; bounded on the north west by the parcel of land hereabove latterly described, on the south west by the aforesaid lot of land number nine, on the south east and north east by the remainder of the said lot number ten.

6° Un lopin de terre faisant partie aussi du dit lot numéro dix (10), mesurant six pieds de largeur par plus ou moins deux cent soixante et dix pieds de profondeur, s'étendant du lopin de terre ci-dessus en dernier lieu décrit au chemin public; borné au nord-ouest par le lopin de terre ci-dessus en dernier lieu décrit, au sud-ouest par le lot numéro neuf, au sud-est par le chemin public, et au nord-est par le reste du dit lot numéro dix—avec un moulin à scie et toutes autres bâtisses érigées sur les dits lopins de terre, et le bouilloire, engin et toutes autres machineries attachées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement à Papineauville, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 14 juin 1912. Shérif. 2487-2
[Première publication, 22 juin 1912.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par la présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } JEAN-BAPTISTE FLA-
No 34. } MAND; vs EDOUARD
CARON, à savoir:

Le lot No 3-94-2 (trois-quatre-vingt-quatorze-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame des Anges, étant un terrain de forme irrégulière; borné au nord par le lot No 3-94-4 (trois-quatre-vingt-quatorze-quatre), au sud par la rue Saint-Ambroise, à l'est par le lot No 3-94-3 (trois-quatre-vingt-quatorze-trois), et à l'ouest par le lot No 3-94-1 (trois-quatre-vingt-quatorze-un), mesurant vingt pieds au nord, vingt et un pieds et dix pouces au sud, quarante-trois pieds et six pouces à l'est, trente-cinq pieds et un pouce à l'ouest, contenant en superficie sept cent quatre-vingt-six pieds, mesure anglaise, le tout plus ou moins, et avec en outre droit de passage dans la ruelle du lot No 3-94-4) en commun avec les autres voisins et mitoyenneté de fondation sur les côtés est et ouest de la dite propriété, étant un terrain situé sur la rue Saint-Ambroise—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et constituée de sept piastres par année, au capital de \$233.35, payable le 29 septembre de chaque année à l'Hôpital Général de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPRAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Québec, 11 juillet 1912. Shérif. 2821
[Première publication, 13 juillet 1912]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } JOSEPH SHAIENK ET AL ;
No 268. } contre DAME ANASTASIE
SAINDON, ES-QUALITÉ, à savoir:

Le lot No 342 (trois cent quarante-deux), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Carrier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière de \$10.00 au capital de \$166.66, payable le 1er juillet, à Théophile Carrier ou représentant; et à la charge d'un droit d'usage et d'habitation en faveur de Delle Antoinette Fortin, de la ville de Lévis, couturière, sa vie durant, de la partie nord de la maison, et de plus de l'usage de la

3

6. A parcel of land forming part also of the said lot number ten (10), measuring six feet in width by more or less, two hundred and seventy feet in depth, reaching from the parcel of land hereabove firstly described, to the public road; bounded on the north west by the parcel of land hereabove latterly described, on the south west by the said lot number nine, on the south east by the public road, and on the north east by the remainder of the said lot number ten—with a saw mill and any other buildings erected, on the said parcels of land, and the boiler, engine and any other machinery attached, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office at Papineauville, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 14th June, 1912. Sheriff. 2488
[First published, 22nd June, 1912.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } JEAN BAPTISTE FLA-
No. 34. } MAND; vs EDOUARD
CARON, to wit:

Lot No. 3-94-2 (three-ninety-four-two), of the official cadastre for the parish of Notre Dame des Anges, being a lot of irregular outline; bounded on the north by the lot No. 3-94-4 (three-ninety-four-four), on the south by Saint Ambrose street, on the east by the lot No. 3-94-3 (three-ninety-four-three), and on the west by the lot No. 3-94-1 (three-ninety-four-one), measuring twenty feet on the north, twenty one feet and ten inches on the south, forty-three feet and six inches on the east, thirty five feet and one inch on the west, containing seven hundred and eighty six feet in superficies, english measurement, all more or less, and with moreover the right of way in the lane of lot No. 3-94-4, in common with the other neighbors, and foundation party right on the east and west sides of the said property, being a lot situate on Sainte Ambroise street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly constituted rent of seven dollars per annum on the capital of \$233.35, payable on the 29th September, of every year, to the Quebec General Hospital.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Québec, 11th July, 1912. Sheriff. 2822
[First published, 13th July, 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } JOSEPH SHAIENK ET AL ;
No. 268. } against DAME ANASTASIE
SAINDON, ES QUALITÉ, to wit:

Lot No. 342 (three hundred and forty two), of the official cadastre for Notre Dame ward of the town of Lévis, being an emplacement situate on Carrier street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a ground rent of \$10.00 on the capital of \$166.66, payable on the 1st July to Théophile Carrier or representative; and subject to the charge of a right of use and habitation in favor of Delle Antoinette Fortin, of the town of Lévis, seamstress, during her lifetime, of the north part of the house, and moreover of the

cuisine y attenant et de la moitié du premier étage du hangar, avec droit de vaquer sur la dite propriété.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 11 juillet 1912. 2819
[Première publication, 13 juillet 1912.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs
No 1799. } HENRI BOURASSA, à
savoir :

Le lot No 302 (trois cent deux), de la subdivision du lot No 2301 (deux mille trois cent un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain ; borné en front par les rues Aqueduc et Des Saints-Anges—circonstances et dépendances.

Sujet à une rente annuelle et constituée de \$17.88, à un capital à quatre pour cent payable le premier de mai à la Communauté des Religieuses Ursulines de Québec

Vente à mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 27 juin 1912. 2625-2
[Première publication, 29 juin 1912.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, à savoir : } JOSEPH L A-
No 92. } F L A M M E, De-
mandeur ; contre EPHREM LAFLAMME, Défendeur.

Un terrain situé à Emileville, en la paroisse de Saint-Pie, de quatre perches de large sur un arpent et deux perches de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Pie, sous le numéro huit cent onze (811)—avec une bâtisse exploitée comme fromagerie et toutes les machines et accessoires servant à l'exploitation d'icelle fromagerie, et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pie, comté de Bagot, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain (1912), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 8 juillet 1912. 2785
[Première publication, 13 juillet 1912.]

use of the kitchen attached thereto and of the half of the first story of the shed, with right to room about the said property.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 11th July, 1912. 2820
[First published, 13th July, 1912.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 1799. } vs HENRI BOURASSA,
to wit :

Lot No. 302 (three hundred and two), of the subdivision of lot No. 2301 (two thousand three hundred and one), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot bounded in front by Aqueduc and Des Saints Angés streets—circumstances and dependencies.

Subject to a yearly constituted rent of \$17.88 on a capital at four per centum, payable on the first of May to the Community of the Ursuline Nuns of Québec.

Sale at my office, in the city of Québec, on the SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 27th June, 1912. 2626
[First published, 29th June, 1912.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit : } JOSEPH L A-
No. 92. } F L A M M E,
Plaintiff ; against EPHREM LAFLAMME, Defendant.

A piece of land situate at Emileville, in the parish of Saint Pie, forming four perches in front by an arpent and two perches in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Pie, under the number eight hundred and eleven (811)—with a building used as a cheese factory and all the machinery instruments and accessories used for the making manufacture of cheese, and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pie, county of Bagot, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 8th July, 1912. 2786
[First published, 13th July, 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

Sheriff's Sales—Three Rivers

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **H**ERCULE G A -
No 174. } **G**NON, Deman-
deur ; contre NEREE GAGNON, Défendeur.

Une grange en bois de quarante-six pieds de longueur sur trente pieds de largeur, bâtie sur le lot de terre situé entre la ville de Louiseville, appelé bas de côte, portant le numéro quatre cent quatre-vingt-trois (483), du cadastre officiel de la ville de Louiseville, à la charge par l'adjudicataire d'un bail fait entre le défendeur et Adélarde Sicard, pour le dit terrain en date du 2 octobre 1909.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière du Loup, à Louiseville, le **QUINZIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 10 juillet 1912. 2791
[Première publication, 13 juillet, 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **J**OSEPH EUGENE
No 285 } **V**AUGEUIS, De-
mandeur ; contre THE BELGO CANADIAN PULP

PAPER COMPANY LIMITED, corporation étrangère, ayant sa principale place d'affaires à Bruxelles, Belgique, faisant affaires dans la province de Québec, et ayant un bureau et un agent à Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, Défenderesse ; et Sylviano Dugal, curateur en délaissement.

Saisis comme appartenant à la dite défenderesse sur le dit curateur en délaissement, savoir :

1° Le lot de terre B 1, du troisième rang de la rivière Mékinac, dans la seigneurie de Batiscan, dans le comté de Champlain, du contenu de 20 arpents et 46 perches en superficie, plus ou moins—circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre situé en la seigneurie de Batiscan, étant le lot No B 2, dans le troisième rang de la rivière Mékinac, dans la dite seigneurie, du comté de Champlain, contenant 90 arpents de terre en superficie, n'étant point cadastré.

3° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, comté de Champlain, étant le No C du troisième rang dans la seigneurie de Batiscan, contenant 140 arpents.

4° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, comté de Champlain, étant le No 91, du deuxième rang de la seigneurie de Batiscan, de la contenance de 86 arpents.

5° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, étant le No 92, du deuxième rang dans la seigneurie de Batiscan, comté de Champlain, contenant 90 arpents.

6° Le lot de terre No 93, contenant 86 arpents dans le deuxième rang de la seigneurie de Batiscan, comté de Champlain.

7° Les lots de terre No 94, contenant 96 arpents et 90 perches dans le premier rang de la seigneurie de Batiscan, comté de Champlain.

8° Les lots de terre Nos 94, 55 contenant 86 arpents chacun, tous deux situés dans le deuxième rang de la seigneurie de Batiscan, dans le comté de Champlain.

9° Les lots de terre Nos 9 et 10, contenant 100 arpents chacun, tous deux situés dans le troisième rang sud-est de la rivière Saint-Maurice, dans la dite seigneurie de Batiscan, étant respectivement désignés sous les Nos 225 et 226, du cadastre officiel de Saint-Jacques des Piles, comté de Champlain.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **H**ERCULE GAGNON,
No 174. } **P**laintiff ; against
NEREE GAGNON, Defendant.

A wooden barn forty six feet in length by thirty feet in width, built on the lot of land situate in the town of Louiseville, called Bas de Côte, bearing the number four hundred and eighty three (483), of the official cadastre of the town of Louiseville, subject to the charge of the purchaser of a lease made between the defendant and Adélarde Sicard, for the said lot dated the 2nd October, 1909.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Antoine de la Rivière du Loup, at Louiseville, on the **FIFTEENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office. Sheriff.
Three Rivers, 10th July, 1912. 2792
[First published, 13th July, 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **J**OSEPH EUGENE
No. 285. } **V**AUGEUIS, Plaintiff ;
against THE BELGO CANADIAN PULP AND

PAPER COMPANY, LIMITED, a foreign company having its chief place of business in Brussels, Belgium, carrying on business in the province of Quebec, and having an office and agent at Shawinigan Falls, in the county of Saint-Maurice, Defendant, and Sylviano Dugal, curator to the surrender.

Seized as belonging to the said defendant, on the said curator to the surrender, to wit :

1. The lot of land B-1, in the third range of the Mékinac river, in the seigniory of Batiscan, in the county of Champlain, containing 20 arpents and 46 perches in superficies, more or less—circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate in the seigniory of Batiscan, being lot No. B-2, in the third range of the Mékinac river, in the said seigniory of the county of Champlain, containing 90 arpents of land in superficies, not cadastred.

3. A lot of land situate in the parish of Saint-Roch de Mékinac, county of Champlain, being the No. C of the third range, in the seigniory of Batiscan, containing 140 arpents.

4. A lot of land situate in the parish of Saint-Roch de Mékinac, county of Champlain, being the No. 91, of the second range of the seigniory of Batiscan, containing 86 arpents.

5. A lot of land situate in the parish of Saint-Roch de Mékinac, being the No. 92, of the second range of the seigniory of Batiscan, county of Champlain, containing 90 arpents.

6. The lot of land No. 93, containing 86 arpents, in the second range of the seigniory of Batiscan, county of Champlain.

7. The lot of land No. 94, containing 96 arpents, and 90 perches in the first range of the seigniory of Batiscan, county of Champlain.

8. The lots of land Nos. 94-95, containing 86 arpents each, both situate in the second range of the seigniory of Batiscan, in the county of Champlain.

9. The lots of land Nos. 9 and 10, containing 100 arpents each, both situate in the third south east range, of the Saint-Maurice river, in the said seigniory of Batiscan, being respectively designated under the Nos. 225 and 226, of the official cadastre of Saint-Jacques des Piles, county of Champlain.

10° Le lot de terre No 10, dans le deuxième rang sud-est de la rivière Saint-Maurice, (partie au sud-est de la seigneurie), de la dite seigneurie de Batiscau, étant connu et désigné sous le No 204, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, comté de Champlain.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 10 juillet 1912. 2789
Première publication, 13 juillet 1912]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatre juillet 1912, de nommer M. Charles Gauvreau, député du comté de Témiscouata, à la Chambre des Communes du Canada, de Fraserville, juge de paix en vertu de l'article 33 des S. R. P. Q., 1909.

2835

Proclamation

Canada, }
Province de } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

À tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, }
Assistant-Procureur-Général } ATTENDU que
suppléant. } sur présentation
au conseil municipal du comté de Rouville, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de Saint-Hilaire, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Rouville a nommé M. J. A. V. Beaudry, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué avec amendements par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du

10. The lot of land No. 10, in the second south east range of Saint Maurice river, (part on the south east of the seignior), of the said seignior of Batiscau, being known and designated under No. 204, of the official cadastre of the parish of Saint Jacques des Piles, county of Champlain.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch de Mékinac, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 10th July, 1912. 2790
[First published, 13th July, 1912.]

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the fourth of July, 1912, to appoint Mr. Charles Gauvreau, member for the county of Témiscouata, of the House of Commons of Canada, of Fraserville, a justice of the peace, under article 33 of the R. S. P. Q., 1909.

2836

Proclamation

Canada. }
Province of } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, }
Acting Assistant Attorney } WHEREAS, on
General. } presentation
to the county council of the county of Rouville, of a petition from the two-thirds of the municipal electors being proprietors, dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of Saint Hilaire, in the said county, in Our province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Rouville, has named Mr. J. A. V. Beaudry, special superintendent, and has charged him to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated with amendments by the council of the aforesaid county.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved this said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of

Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de Saint-Hilaire, dans le comté de Rouville, est un démembrement de la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire, même comté, et son territoire est borné comme suit, savoir :

Vers le nord-ouest, par l'axe de la rivière Richelieu ; vers le sud-est, par le chemin de front du rang des Trente, les lots Nos 210, 211, 229, 301, 230, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hilaire, et l'alignement sud-est du chemin de fer "Le Grand Tronc" en travers le lot No 130 ; vers le nord-est par le lot No 210, et la ligne nord-est du lot No 34 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Richelieu ; vers le sud-ouest, par la ligne sud-ouest du lot No 106, et cette partie de la ligne nord-est du lot No 133, comprise depuis l'alignement sud-est du susdit chemin de fer jusqu'à la rivière Richelieu et prolongée jusqu'à l'axe de cette rivière, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Hilaire" à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de Saint-Hilaire, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec ce DIXIEME jour de JUILLET, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

2827

Sous-secrétaire de la province.

the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the tract of land hereinafter described, to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of Saint Hilaire, in the county of Rouville, is a dismemberment of the municipality of the parish of Saint Hilaire, same county, and its territory is bounded as follows, to wit :

On the north west by the axis of the Richelieu river, on the south east by the front road of the range des Trente, the lots Nos. 210, 211, 229, 301, 230, of the official cadastre of the parish of Saint Hilaire, and the south east alignment of the Grand Trunk Railway through the lot No. 130, on the north east by the lot No. 210, and the north east line of the lot No. 34, prolonged to the axis of the Richelieu river, on the south west by the south west line of lot No. 106, and the part of the north east line of lot No. 133, comprised from the south east alignment of the aforesaid railway to the Richelieu river and prolonged to the axis of the said river, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Hilaire, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Saint Hilaire".

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Saint Hilaire, a village municipality, pursuant to the provisions of the said municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of the Province of Quebec, in Quebec, this TENTH day of JULY, in the year one thousand nine hundred and twelve, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

2828

Deputy Provincial Secretary.

Avis Divers

Dépenses d'élection du candidat Léo Bérubé, à l'élection tenue le 15 mai 1912, pour le district électoral de Témiscouata :

Impressions, journaux, annonces, etc.	\$288 50
Comités.....	150 00
Orateurs.....	200 00
Charretiers.....	47 75
Pension.....	18 50
Chars.....	9 25

\$714 00

Nous certifions que l'état ci-dessus est exact.

(Signé) V. DEVOST,

Agent officiel.

Vraie copie

L. V. Dumais,

Officier-rapporteur, district électoral de Témiscouata.

2813

Province de Québec.—District de Kamouraska.

Je, soussigné, Alfred Fortin, gentilhomme, de la cité de Fraserville, agent d'élection de Hervé Rousseau, candidat à l'élection d'un membre à l'Assemblée Législative, pour le comté de Témis-

Miscellaneous Notices

Election expenses of the candidate Léo Bérubé, at the election held on the 15th May, 1912, for the electoral district of Témiscouata :

Printing, newspaper, advertising, &c.	\$288 50
Committees.....	150 00
Speakers.....	200 00
Carters.....	47 75
Board.....	18 50
Cars.....	9 25

\$714 00

We certify the above statement to be correct.

(Signed) V. DEVOST,

Official agent.

True copy,

L. V. Dumais,

Returning-officer, electoral district of Témiscouata.

2814

Province of Québec.—District of Kamouraska.

I, the undersigned, Alfred Fortin, gentlemen, of the city of Fraserville, election agent of Hervé Rousseau, candidate at the election for a member of the Legislative Assembly for the county of Té-

couata, le quinze mai mil neuf cent douze, certifie que les dépenses du dit candidat à la dite élection, ont été comme suit, savoir: dépenses faites pour loyer d'une salle de comité, pour copies de listes électorales, pour impression de listes électorales, pour téléphones, télégrammes, pension, transport, etc., \$381.55.

(Signé) ALFRED FORTIN,
Agent du candidat Hervé Rousseau.

Vraie copie,
L. V. DUMAIS,
Officier-rapporteur, district électoral de
Témiscouata.
Fraserville, 5 juillet 1912. 2811

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
SHEFFORD.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné par le sousigné Joseph A. Perras, assistant-secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, qu'à une session générale et trimestrielle du conseil municipal de la municipalité du comté de Shefford, tenue à Waterloo, chef-lieu du susdit comté, mercredi, le douzième jour de juin, en l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent douze, à une heure de l'après-midi, dans le Palais de Justice du dit comté, lieu ordinaire des réunions du dit conseil, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec, et à laquelle session furent présents: Messieurs Louis Geoffrion, maire du village de Lawrenceville et préfet du comté, Isaïe L. Robin, maire du canton de Stukely Nord, Octave Tessier, maire de la partie est du canton de Stukely Nord, Damase Brun, maire du canton de Roxton, William F. Shores, maire du canton de Shefford, J. H. Davidson, maire du canton d'Ely Nord, Joseph Dupaul, maire du canton d'Ely, Ferdinand Goyette, maire du canton de Saint-Valérien de Milton, Alcidas Blanchard, maire de la paroisse de Saint-Alphonse, William Côté, maire de la paroisse de Sainte-Pudentienne, William P. Cleary, maire de la paroisse de Saint-Joachim, et Adélar Monty, maire du village de Sainte-Pudentienne, les douze maires sus-nommés formant un quorum du susdit conseil municipal, le préfet étant au fauteuil.

3.—Il fut proposé par le conseiller Ferdinand Goyette, secondé par le conseiller Isaïe L. Robin, et résolu que:

Attendu que MM. Damase Choinière, Hormidas Simoneau, Joseph Lapré, Eugène Asselin, et autres, contribuables et électeurs de la municipalité du canton d'Ely, dans le dit comté de Shefford, ont, par leur requête en date du 7 février dernier, (1912), et soumise à ce conseil à sa session du treize mars dernier, (1912), demandé que ce conseil veuille bien adopter les procédures requises par la loi pour ériger en municipalité, sous le nom de "La Municipalité de la Partie Est du Canton d'Ely".

"Tout ce territoire situé dans le dit comté de Shefford formant présentement partie de la municipalité du canton d'Ely, partie sud, composé des lots connus et désignés sous les Nos un à quatre-vingt-trois inclusivement (1 à 83 inclusivement), du premier rang du canton d'Ely, partie sud, cent dix à cent soixante-un inclusivement (110 à 161 inclusivement), du deuxième rang du dit canton d'Ely, partie sud, des plan et livre de renvoi officiels du susdit canton d'Ely, partie sud."

miscouata, on the fifteenth of May, nineteen hundred and twelve, certify that the expenses of the said candidate at the said election, have been as follows, to wit: expenses incurred for rent of a committee hall, copies of the electoral lists, printing of electoral lists, telephoning, telegrams, board, transportation, etc., \$381.55.

(Signed) ALFRED FORTIN,
Agent of the candidate Hervé Rousseau.

True copy,
L. V. DUMAIS,
Returning officer, electoral district of
Témiscouata.
Fraserville, 5th July, 1912. 2812

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
SHEFFORD.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by the undersigned Joseph A. Perras, assistant secretary treasurer of the aforesaid municipality, that a general and quarterly session of the municipal council of the municipality of the county of Shefford held at Waterloo, on Wednesday, the twelfth day of June in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve at one of the clock in the afternoon, at the court house, being the usual place of meeting of the said council, in conformity with the dispositions of the municipal code of the province of Quebec, and at which were present:—Messrs. Louis Geoffrion, mayor of the village of Lawrenceville, and Warden of the county; Isaïe L. Robin, mayor of the township of North Stukely, Octave Tessier, mayor of the east part of the township of North Stukely, Damase Brun, mayor of the township of Roxton, William F. Shores, mayor of the township of Shefford, J. M. Davidson, mayor of the township of North Ely, Joseph Dupaul, mayor of the township of Ely, Ferdinand Goyette, mayor of the township of Saint Valerien de Milton, Alcidas Blanchard, mayor of the parish of Saint Alphonse, William Côté, mayor of the parish of Sainte Pudentienne, William P. Cleary, mayor of the parish of Saint Joachim, and Adélar Monty, mayor of the village of Sainte Pudentienne, the twelve above named mayors forming a quorum of the said municipal council, under the presidency of the warden.

It was moved by councillor Ferdinand Goyette, seconded by councillor Isaïe L. Robin, and resolved that:

Whereas Messrs Damase Choiniere, Hormidas Simoneau Joseph Lapré, Eugène Asselin, and others, ratepayers and municipal electors of the municipality of the township of Ely, in the said county of Shefford, by their petition dated February seventh last past, (1912), and submitted to this council at its session of the thirteenth of March last past, (1912), have asked this council to adopt the proceedings required by law to erect into a municipality under the name of "The Municipality of the East Part of the Township of Ely."

"All that certain territory situate in the said county of Shefford, now forming part of the municipality of the township of Ely, South part, composed of lots known and designated under Nos. one to eighty three inclusive (1 to 83 inclusive), of the first range of lots of the said township of Ely, south part, one hundred and ten to one hundred and sixty-one inclusive (110 to 161 inclusive), of the second range of lots the said township of Ely, south part, the whole of the official plan and book of reference of the said township of Ely, south part."

"Tout ce territoire situé dans le dit comté de Shefford, formant présentement partie de la municipalité du canton d'Ely, partie sud, composé des lots connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-quatre à quatre-vingt-seize inclusivement (84 à 96 inclusivement), du premier rang du canton d'Ely, partie nord, cent soixante-deux à cent-soixante-treize inclusivement (162 à 173 inclusivement), du deuxième rang du canton d'Ely, partie nord, des plan et livre de renvoi officiels du canton d'Ely partie nord."

Attendu que ce conseil, ayant pris la dite requête en considération, a autorisé le secrétaire-trésorier de ce dit conseil à donner les avis publics requis par la loi avant l'adoption de la résolution érigeant un territoire en municipalité, et qu'il est constaté que ces avis ont été énoncés et publiés tel que voulu par le code municipal de la province de Québec.

Attendu qu'il a été démontré à ce conseil, par des vraies copies des rôles d'évaluation de mil neuf cent onze, actuellement en force dans et pour les dits municipalités du canton d'Ely, partie sud, et du canton d'Ely Nord, dont les territoires sus-désignés sont détachés, et par les certificats des secrétaires-trésoriers de ces deux municipalités, constatant que chacun des pétitionnaires en la dite requête est électeur municipal : que la dite requête est ainsi signée par plus des deux tiers des électeurs des dits territoires, et par la majorité de ceux des parties restantes des dites municipalités ; que le dit territoire contient au-delà de trois cents âmes, et qu'il reste dans les municipalités dont on demande que ces dits territoires soient détachés, une population d'au moins trois cents âmes dans chacune.

Attendu qu'il est expédient pour l'avantage de toutes les parties intéressées de donner et faire droit à la dite requête.

Attendu qu'à cette fin toutes les formalités requises par la loi ont été remplies.

"Que tout ce territoire situé dans le dit comté de Shefford, formant présentement partie de la municipalité du canton d'Ely, partie sud, composé des lots connus et désignés sous les numéros un à quatre-vingt-trois inclusivement (1 à 83 inclusivement) du premier rang du canton d'Ely, partie sud, cent dix à cent soixante-un inclusivement (110 à 161 inclusivement) du deuxième rang du dit canton d'Ely, partie sud, des plan et livre de renvoi officiels du susdit canton d'Ely, partie sud."

"Et que tout ce territoire situé dans le dit comté de Shefford, formant présentement partie de la municipalité du canton d'Ely, partie nord, composé des lots connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-quatre à quatre-vingt-seize inclusivement (84 à 96 inclusivement) du premier rang du canton d'Ely, partie nord, cent soixante-deux à cent soixante-treize inclusivement (162 à 173 inclusivement), du deuxième rang du canton d'Ely, partie nord, des plan et livre de renvoi officiels du canton d'Ely, partie nord."

Soient et sont par les présentes détachés des dites municipalités du canton d'Ely, partie sud, et du canton d'Ely, partie nord, respectivement, et érigés en municipalité distincte sous le nom de "La Municipalité de la Partie Est du Canton d'Ely", et que copie de la présente résolution, avec tous les documents requis soient transmis au lieutenant-gouverneur en conseil pour son approbation, le tout aux frais et dépens des pétitionnaires.

Cette motion fut adoptée à l'unanimité et a été approuvée par le lieutenant-gouverneur

"All that certain territory situate in the said county of Shefford, now forming part of the municipality of the township of Ely, north part, composed of lots known and designated under Nos. eighty four to ninety six inclusive (84 to 96 inclusive) of the first range of lots of the said township of Ely, north part, one hundred and sixty-two to one hundred and seventy three (162 to 173 inclusive), of the second range of lots of the said township of Ely, north part, the whole of the official plan and book of reference of the said township of Ely, north part."

Whereas this council, having taken the said petition into consideration, has authorized the secretary treasurer of this municipality to issue the public notices required by law before the passing of the resolution erecting a territory into a municipality, and that it has been proved to the satisfaction of this council that same has been duly given and published as required by the municipal code.

Whereas it has been proved to this council, by true copies of the valuation rolls for nineteen hundred and eleven, now in force for the said municipalities of the township of Ely, south part, and of the township of Ely, north part, wherefrom the above described territories are detached, and by the certificates of the secretaries treasurers of the said two municipalities, showing that each and every one of the petitioners is municipal elector, that the said petition has been so signed by more than the two-thirds of the municipal electors of the said territories, and by the majority of those in the remaining parts of the said municipalities ; that the said territory contains at least three hundred souls, and that there remains in the said municipalities wherefrom the said territories are to be detached, a population of at least three hundred souls in each one.

Whereas it is in the best advantage of all interested parties that the said petition should be granted.

And whereas, for that purpose, all the formalities required by law has been fulfilled.

"All that certain territory situate in the said county of Shefford, now forming part of the municipality of the township of Ely, south part, composed of lots known and designated under Nos. one to eighty three inclusive, (1 to 83 inclusive), of the first range of lots of the said township of Ely, south part, one hundred and ten to one hundred and sixty one inclusive, (110 to 161 inclusive) of the second range of lots of the said township of Ely, south part, the whole on the official plan and book of reference of the said township of Ely, south part."

"All that certain territory situate in the said county of Shefford, now forming part of the municipality of the township of Ely, north part, composed of lots known and designated under Nos. eighty four to ninety six inclusive (84 to 96 inclusive), of the first range of lots of the said township of Ely, north part, one hundred and sixty two to one hundred and seventy three (162 to 173 inclusive), of the second range of lots of the said township of Ely, north part, the whole on the official plan and book of reference of the said township of Ely, north part,"—be and the same are hereby detached from the said municipalities of the township of Ely, south part, and of the township of Ely, north part, respectively, and erected into a distinct municipality under the name of "The Municipality of the East part of the township of Ely," and that copy of the foregoing resolution, and of all the documents required by law, be submitted to the lieutenant governor for his approval, the whole at the cost and expense of the petitioners.

That motion was unanimously adopted and has been approved by the lieutenant governor

en conseil, suivant avis reçu au bureau du dit conseil, le vingt-sept juin dernier, 1912.

Donné à Waterloo, P. Q., ce huitième jour de juillet A. D., mil neuf cent douze.

(Signé)

J. A. PERRAS,
Asst. Sec. Trés. C. M. comté de Shefford.
(Vraie copie)

J. A. PERRAS,
Asst. Sec. Trés. C. M. comté de Shefford.
2823

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Main Shoe Store, Montréal,
Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 5ième jour de juillet 1912, par ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 403 Edifice "Power".
Montréal 11 juillet 1912. 2831

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 169.

Thomas W. Fraser, Créancier demandeur ;
vs

John D. Stewart, Débitteur failli.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, palais de justice, Valleyfield, Qué.

WILLIAM PATTERSON,
Procureur pour le gardien provisoire.
Valleyfield, 8 juillet 1912 2833

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. P. Landry, Ville Marie, Qué.,
Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 10e jour de juillet 1912, par ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
Montréal, 11 juillet 1912. 2829

in council as per notice received by the secretary treasurer of this council, on the twenty seventh day of June last past, (1912).

Given at Waterloo, P. Q., this eighth day of July, A. D., one thousand nine hundred and twelve.

(Signed)

J. A. PERRAS,
Asst. Sec. Treas. M. C. county of Shefford.
(A true copy)

J. A. PERRAS,
Asst. Sec. Treas. M. C. county of Shefford.
2824

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Main Shoe Store, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 5th day of July, 1912, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 408, "Power" Building.
Montreal, 11th July, 1912. 2832

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 169.

Thomas W. Fraser, Demanding creditor ;
vs

John D. Stewart, Insolvent debtor.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, the court house, Valleyfield, Quebec.

WILLIAM PATTERSON,
Attorney for provisional guardian.
Valleyfield, 8th July, 1912. 2834

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court.*

In the matter of J. P. Landry, Ville Marie, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 10th day of July, 1912, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 408, "Power" Building.
Montreal, 11th July, 1912. 2830

Index de la Gazette Officielle de Québec No 28.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bloom vs Hyams.....	1450
" Calvé vs Courcelles.....	1449
" Clark vs Weddell	1450
" Délorne vs Ducharme.....	1450

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Bradin vs Sims alias Simmons, 1449 ; Drouin vs Trudeau, 1449 ; Turcotte vs Riel, 1449.

ANNONCEURS : —Avis aux :—Concernant avis, etc., 1433.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : — Caisse de Maladie de la Cour Saint-André Avelin, 1435 ; Elvatarinos-lawer Sick Benefit Society, 1436.

AVIS : — Dineen's Limited, 1448 ; The Cedars Rapids Mfg Power Co., 1452.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1445 ; Conseil législatif, 1444.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS : — Moffat Stove Company of Weston, 1435.

ÉTAT : — Dépenses d'élection de M. Bérubé, 1469 ; M. Daigneault, 1448 ; M. Hamel, 1448 ; M. Morisset, 1448 ; M. Rousseau, 1469.

ÉRECTION : —Municipalité du canton d'Ely, 1470.

EXAMEN : — Comité catholique de l'Instruction Publique, 1443.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Bertrand.....	1451
Landry.....	1472
Lemarié.....	1451
Léveillé & Locas.....	1452
Main Shoe Store.....	1472
Perron.....	1451

LETTRES PATENTES :—

Cie des distractions populaires de Fraserville.	1436
Cie des Terrains de Notre-Dame du Cap.....	1440
Cie d'immeubles Union.....	1439

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES : — Quebec Land Co., 1443.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE : — Village de Bel Air, 1436.

NOMINATIONS : —

Commissaires per dedimus potestatem :—John R. Melville, 1434.

Commission des licences de Québec, 1433.

Conseil en Loi du Roi. 1433.

Cour des Commissaires : — Sainte Agathe des Monts, 1434.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 28.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Lanthier vs Cholette.....	1449
" Pilon vs Bériault.....	1450
" Seaton vs Mowatt.....	1450
" Wells vs Barbier.....	1449

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Bradin vs Sims alias Simmons, 1449 ; Drouin vs Trudeau, 1449 ; Turcotte vs Riel, 1449.

ADVERTISERS : —Notice to : — Respecting notices, etc, 1433.

ASSOCIATION INSURANCE AND SOCIETY : — Caisse de Maladie de la Cour Saint-André Avelin, 1435 ; Elvatarinos-lawer Sick Benefit Society, 1436.

NOTICE : —Dineen's Limited, 1448 ; The Cedars Rapids Mfg Power Co., 1452.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1445 ; Legislative Council, 1444.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Moffat Stove Company of Weston, 1435.

STATEMENT :—Election expenses of Mr. Bérubé, 1469 ; Mr. Daigneault, 1448 ; Mr. Hamel, 1448 ; Mr. Morisset, 1448 ; Mr. Rousseau, 1469.

ERECTON : —Municipality of township d'Ely. 1470.

EXAMINATION : —Board of catholic examiners of Public Instruction, 1443.

FAILLIS —INSOLVENTS :

Ranson.....	1452
Richard.....	1451
Roy.....	1452
Silver & Co	1452
Stewart Stewart.....	1451

LETTERS PATENTS :—

Frontier Granite Company.....	1437
Imperial Press Limited.....	1437

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT : — Quebec Land Co., 1443.

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY : — Village of Bel Air, 1436.

APPOINTMENTS :—

Commissioners per dedimus potestatem : — John R. Melville, 1434.

License commission of Québec, 1433.

King's Council, 1433.

Commissioners court : — Sainte Agathe des Monts, 1434.

- Juges de paix :—Montréal, 1434 ; Beauce, 1434 ; Rimouski, 1434. Justices of the peace :—Montreal, 1434 ; Beauce, 1434 ; Rimouski, 1434.
- Juge de paix en vertu de l'article 33 :—Chs. Gauvreau, 1468. Justice of the peace in virtue of article 33 : Chs. Gauvreau, 1468.
- Prothonotaire :—Montmagny, 1434. Protonotary :—Montmagny, 1434.
- Prothonotaire, shérif, géolier :—Roberval, 1434. Protonctary sheriff, gaoler :—Roberval, 1434.
- Secrétaire de la commission des eaux courantes, 1434. Secretary of the commission for the management of running water, 1434.
- PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1435 ; Village de Saint-Hilaire, érigé, 1468. PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1435 ; Village of Saint-Hilaire, erected, 1468.
- RÉSOLUTION :—Saint-Gédéon de Beauce, 1447. RESOLUTION :—Saint Gédéon de Beauce, 1447.
- VENTE DE FAILLITE :—Dame E. A. Guimont, 1461. INSOLVENT SALE :—Dame E. A. Guimont, 1461.
- VENTE PAR LICITATION :—Bélangier vs Bélangier et al, 1454 ; Durand vs Durand et al, 1455. SALE BY LICITATION :—Bélangier vs Bélangier et al, 1454 ; Durand vs Durand et al, 1455.
- VENTES PAR LES SHERIFS : SHERIFFS' SALES :
- BEAUCÉ :—Poulin vs Quirion, 1456 ; Poulin vs Talbot, 1456. BEAUCÉ :—Poulin vs Quiri n, 1456 ; Poulin vs Talbot, 1456.
- BEAUHARNOIS :—Caza vs Le Club de Chasse "Le Salaberry", 1457 ; Ferry vs Kennedy et al, 1457. BEAUHARNOIS :—Caza vs Le Club de Chasse "Le Salaberry", 1457 ; Ferry vs Kennedy et al, 1457.
- CHICOUTIMI :—Banque Nationale vs Houde, 1458 ; Ville de Chicoutimi vs Tremblay, 1458 ; Ville de Chicoutimi vs Richard, 1458. CHICOUTIMI :—Banque Nationale vs Houde, 1458 ; Town of Chicoutimi vs Tremblay, 1458 ; Town of Chicoutimi vs Richard, 1458.
- JOLIETTE :—Royal Bank of Canada vs Robitaille, 1459 ; St-Jean vs Bertholet, 1459. JOLIETTE :—Royal Bank of Canada vs Robitaille, 1459 ; St-Jean vs. Bertholet, 1459.
- KAMOURASKA :—Beaupré vs Sévigny, 1460 ; La Fonderie de Plessisville vs Dumont, 1460. KAMOURASKA :—Beaupré vs Sévigny, 1460 ; La Fonderie de Plessisville vs Dumont, 1460.
- MONTMAGNY :—Boutin vs Beaudoin, 1461. MONTMAGNY :—Boutin vs Beaudoin, 1461.
- MONTREAL :—Deragon vs Haller, 1463 ; Emard et al, vs Desautels, 1462 ; Gorman vs McDonald, 1462 ; McAvoy vs Laframboise, 1463. MONTREAL :—Deragon vs Haller, 1463 ; Emard et al vs Desautels, 1462 ; Gorman vs McDonald, 1462 ; McAvoy vs Laframboise, 1463.
- OTTAWA :—Milette vs Robitaille, 1464 ; Munro et al vs Gauthier et al, 1463 ; Williams et al vs David, 1464. OTTAWA :—Milette vs Robitaille, 1464 ; Munro et al vs Gauthier et al, 1463 ; Williams et al vs David, 1464.
- QUÉBEC :—Cité de Québec vs Bourassa, 1466 ; Flamannd vs Caron, 1465 ; Shaienk et al vs Saindon, 1465. QUEBEC :—City of Quebec vs Bourassa, 1466 ; Flamannd vs Caron, 1465 ; Shaienk et al vs Saindon, 1465.
- SAINT-HYACINTHE :—Lafamme vs Lafamme, 1466. SAINT HYACINTH :—Lafamme vs Lafamme, 1466.
- TROIS RIVIÈRES :—Gagnon vs Gagnon, 1467 ; Vaugois vs The Belgo Canadian Pulp and Paper Company, 1467. THREE RIVERS :—Gagaon vs Gagnon, 1467 ; Vaugois vs The Belgo Canadian Pulp & Paper Company, 1467.

JUL 17 1912